



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1984 MERCREDI 9 AVRIL 2014

EN MARGE DE LA CONFÉRENCE MINIÈRE

La RDC appelée à cesser d'être un État maffieux

Les ONG membres de la plateforme pour la Défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC/RDC) exhortent le chef de l'État à se démarquer des membres du gouvernement impliqués dans la passation des contrats miniers opaques avec des entreprises domiciliées dans les îles vierges. Tout en exigeant que les identités de tous les actionnaires des dites entreprises soient divulguées, elles invitent le gouvernement à accélérer la réforme de la douane avec notamment la création d'une commission tripartite de lutte contre la fraude douanière dans le domaine minier.

Elles craignent que les recommandations de la deuxième conférence minière organisée à Goma ne puissent pas être mises en œuvre et que le processus de l'Itie en RDC ne soit qu'un trompe-l'œil pour la communauté internationale.

Page 19

MUSIQUE

La « Pièce Tshimangologie guitare » fait un tabac

La symphonie exécutée à la fin du premier show d'Olivier Tshimanga à la Halle de la Gombe par une bonne trentaine de guitaristes a manifesté une autre dimension du talent du jeune guitariste dont le doigté avait été apprécié précédemment à sa juste valeur au travers de sa prestation personnelle en solo, le 5 avril, à l'Institut français. La réalisation de la « Pièce Tshimangologie guitare » jouée par plus d'une trentaine de guitaristes, une première au Congo et dans le monde, tient d'un exploit.

La dernière séquence de ce concert humanitaire aura été marquée par l'appel de fond formel lancé au bénéfice des pensionnaires d'un orphelinat situé au Quartier 2 à N'Djili dont la tenancière était présente à la soirée. Il a suffi que les orphelins se placent sur le podium pour que se manifeste un élan de charité.

Page 21

PROCÈS JEAN-PIERRE BEMBA

En attente d'éléments de preuve

Après la dernière vague judiciaire suscitée par l'inculpation de Me Aimé Kilolo (l'ex-avocat de Jean Pierre Bemba) et de Fidèle Babala, un de ses fidèles lieutenants, l'heure est à la présentation des éléments de preuve. La procédure de dépôt de preuves ouverte depuis lundi va se clôturer le 2 juin prochain, apprend-on des sources de la CPI. Cependant, aucune date n'a été fixée pour les plaidoiries et les réquisitoires finaux. Toutefois en s'en tenant aux derniers développements, il se peut que les ultimes audiences se tiennent d'ici octobre.

Concrètement, il s'agira pour la procureure de la CPI et les représentants des victimes de présenter par écrit leurs conclusions. La défense aura aussi la possibilité d'apporter ses éléments de preuve pour confrontation. Cette séquence de dépôt des preuves intervient après l'audition à huis clos des témoins présentés par la procureure, la défense ainsi que par les juges.

Page 18



Une attitude de Jean Pierre Bemba pendant le procès

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

La justice exhortée à servir les droits de l'Homme et la démocratie



Des juges de la Cour suprême de justice

Les délégués à la session ordinaire de l'assemblée générale du Conseil supérieur de la magistrature ouverte lundi ont été priés de se pencher sur les maux qui rongent le pouvoir judiciaire et d'adopter des stratégies efficaces

devant les éradiquer. De l'absence de démocratie à la violation des textes légaux en passant par le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) fait un

constat amer du fonctionnement de l'appareil judiciaire en RDC. L'ONG conseille par conséquent aux participants d'adopter une résolution rappelant la soumission de tous les magistrats à l'autorité de la loi,

aux principes d'un État de droit et démocratique. De plus, elle plaide pour l'adoption des prévisions budgétaires du pouvoir judiciaire pour l'exercice 2014-2015.

Page 18

VERNISSAGE

Ôdewa, entre peinture et photographie

L'artiste belge d'origine congolaise expose ses œuvres à Kinshasa du 21 mars au 29 avril à l'espace Bilembo sur le thème « Femmes é Sens ». Selon l'artiste, sa technique picturale fait d'un mélange de photo et de peinture imprimé sur du papier de riz, le support principal, confère à ses œuvres une légèreté, une profondeur et un dynamisme. À l'en croire, ce support correspond à sa personnalité et permet de créer une proximité visuelle et physique avec le public et de provoquer une interactivité (positive ou négative) avec elle. Toutes ses œuvres racontent des émotions et des vies qu'elle aurait voulu vivre. Elle pratique les arts plastiques (domaine où elle excelle au terme d'une terminale spécialisée) et la photographie dans un mélange de style innovant.

Page 20

ÉDITORIAL

Croissance

Il est bien évident que le défi majeur auquel le Congo se trouve aujourd'hui confronté dans sa marche vers le développement durable est celui du maintien de sa croissance à un rythme élevé. Or celui-ci ne sera possible que si le secteur privé prend le relais du secteur public, car l'État, confronté à des problèmes de sécurité régionale dont la solution commande le destin de notre peuple, ne pourra pas demeurer longtemps le moteur unique, ou presque, de l'économie nationale.

Comment donc amener les investisseurs petits et grands, congolais et étrangers, à se mobiliser pour développer les activités, créer des emplois, former les jeunes qui assoiront sur des bases solides l'appareil productif et les circuits commerciaux ? Telle est, nous semble-t-il, la question essentielle à laquelle les pouvoirs publics doivent maintenant répondre.

Si l'on en juge à partir des expériences menées de par le monde dans les deux dernières décennies, trois actions permettraient d'y répondre rapidement. La première est la mise en place par l'État de dispositifs juridiques, fiscaux, réglementaires qui facilitent le développement du secteur privé en supprimant les barrières de tous ordres qui freinent l'investissement. La deuxième est le développement d'un système de crédit aux personnes et aux entreprises qui amènent les banques à faire leur travail sans courir des risques incompatibles avec leur métier. La troisième est l'organisation, à l'échelle nationale, d'une campagne d'information visant à expliquer pourquoi et comment les citoyens peuvent contribuer par leur propre engagement à l'essor national.

Fort de la stabilité de ses institutions et de sa notoriété grandissante au plan international, le Congo est certainement aujourd'hui l'un des pays d'Afrique centrale les mieux armés pour relever le pari du développement durable. S'il prend à bref délai les mesures nécessaires, il verra se développer en quelques années le secteur privé qui lui fait pour l'instant cruellement défaut.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Les ressortissants de la Sangha appellent à la révision

Place rouge à Ouesso, le 6 avril. Un grand meeting de soutien et de remerciement au président de la République pour avoir décidé de l'exécution de la municipalisation accélérée dans la Sangha en 2015. On retiendra l'appel lancé au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de modifier la loi fondamentale du 20 janvier 2002.

les routes étaient coupées. En effet: «Partir de Ouesso pour Souanké (une distance de 285 km) nous prenait deux semaines. À présent, grâce aux efforts du gouvernement, vous pouvez faire plusieurs trajets en une journée. Ainsi, les populations de la Sangha s'inscrivent dans cette dynamique de changement positif et de construction du pays. Voilà pourquoi nous souhaitons le changement de la

les sages du département, la jeunesse et les femmes dont la déléguée, Odette Momabayaka, a déclaré: «Au regard des grandes réalisations dans notre département, les femmes de la Sangha soutiennent le président Denis Sassou N'Guesso et demandent le changement de la Constitution pour lui permettre de parachever l'œuvre amorcée.» Le président du comité, Serge Blaise Zoniaba, a salué l'engage-



Le ministre s'adressant à la population

Le meeting s'est tenu en marge de l'assemblée générale du Comité de suivi et d'évaluation de la municipalisation accélérée du département de la Sangha en 2015, dont la présidence a été confiée Serge Blaise Zoniaba, ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi. Selon les populations de la Sangha, la modification de l'actuelle constitution devrait permettre au président Denis Sassou N'Guesso de poursuivre son œuvre de modernisation du Congo enclenchée il y a quelques années.

Prenant la parole, Norbert Edjel, le délégué de tous les districts et communes de la Sangha, département enclavé, a rappelé les difficultés que les populations rencontrent pendant que toutes

Constitution du 20 janvier 2002», a-t-il expliqué.

Il a également souhaité que le président du Comité de suivi de la municipalisation accélérée de la Sangha transmette ce message au président de la République: «Monsieur le Président du Comité de suivi et d'évaluation de la municipalisation accélérée de la Sangha en 2015, veuillez assurer le Président de la République que les populations des cinq districts de la Sangha et des deux arrondissements de Ouesso sont disposées à accompagner le gouvernement et son chef dans l'accomplissement de tous les projets de la municipalisation accélérée et des autres batailles à venir.» Les mêmes paroles ont été reprises par

ment pris par les filles et fils du département. Il a promis de transmettre ces messages à qui de droit. Il a, par ailleurs, invité les populations à continuer de vivre dans l'unité et la fraternité afin que la municipalisation accélérée de la Sangha soit une réussite. «Les aspirations profondes des populations de la Sangha qui se sont exprimées ici ont été bien notées et seront transmises, dans les plus brefs délais, à qui de droit. Tous ensemble, dans l'unité, la fraternité et la solidarité, pour le bien de la Sangha d'aujourd'hui et de demain, faisons comme le chef de l'État Denis Sassou N'Guesso, faisons comme lui, en passant bâtir; bâtir et rien que bâtir», a conclu Serge Blaise Zoniaba.

Tiras Andang

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douliama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ASSAINISSEMENT

Une société coréenne veut investir au Congo dans le traitement des eaux usées

La Korea Environment Corporation (KECO), qui ambitionne d'investir dans ce secteur, a séjourné du 31 mars au 4 avril à Brazzaville et Pointe-Noire et a publié, au terme de sa mission, un relevé des conclusions.

Au cours de cette première mission d'inspection, conduite par Ick-Hoon Choi, chef de la mission, les techniciens de la société sud-coréenne KECO ont eu des entretiens avec plusieurs autorités impliquées dans la gestion de ce secteur.

En premier lieu, les Sud-Coréens ont échangé avec le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Henri Ossébi, à qui ils ont présenté les objectifs de leur mission.

Ensuite, la délégation coréenne a eu une séance de travail avec les responsables de la direction générale de l'hydraulique. Avec ceux-ci, ils ont débattu des politiques et stratégies à mettre en œuvre en matière d'assainissement au Congo, ainsi que de l'identification des domaines d'intervention.

Cet échange interactif a conduit les experts à visiter le site de traitement des boues de vi-



Le ministre Henri Ossébi en entretien avec les experts coréens (© Adiac).

dange, en construction à Makana, un village situé à quelques kilomètres de Brazzaville, sur la route nationale n°1.

La délégation coréenne a été, en outre, reçue par le ministre de la

Santé et de la Population, avec qui ils ont traité des questions de gestion des déchets en milieu hospitalier.

Pour se rendre compte de la nature du travail à faire, les spécia-

listes sud-coréens sont allés visiter les installations sanitaires de l'hôpital de base de Mpissa et du centre hospitalier et universitaire de Brazzaville. À Pointe-Noire, ils se sont rendus à l'hôpi-

tal de base de Tié-Tié, à l'hôpital général de Loandjili ainsi qu'à l'hôpital Adolphe-Sicé.

La délégation a également été reçue au ministère de l'Économie et des Finances, puis par les responsables des mairies de Brazzaville et de Pointe-Noire. « À la grande rencontre d'Abidjan, il avait été question que ces partenaires puissent intervenir au Congo afin de nous aider dans l'assainissement des eaux usées des centres hospitaliers. C'est une entreprise coréenne qui est reconnue de par le monde, par son expertise en la matière », a souligné le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Henri Ossébi, qui tient à l'aboutissement heureux de ce projet d'intérêt public.

À l'issue de la visite, un protocole d'accord a été signé entre les deux parties.

Rappelons que la visite de cette délégation coréenne au Congo s'inscrivait dans le cadre du protocole d'accord signé le 22 novembre 2013 à Abidjan, en marge de la troisième édition du forum de haut niveau Eau et assainissement pour tous en Afrique.

Firmin Oyé

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Le secrétariat permanent s'entretient avec les cadres de la Lékoumou

Une délégation du secrétariat permanent du Parti congolais du travail (PCT), conduite par son secrétaire général Pierre Ngolo, s'est entretenue le 7 avril à Brazzaville avec les cadres membres du PCT du département de la Lékoumou.



Les délégations lors de la rencontre (© Adiac)

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les questions d'organisation au sein du parti, les différends entre membres, l'ambiance qui doit régner entre camarades, le secrétariat permanent, le bureau politique et surtout la base, a déclaré Jean-Marie Nzinga Ondemba, membre du PCT de la Lékoumou.

Ils ont aussi examiné les préparatifs d'accueil pour la prochaine visite du chef de l'État, les élections locales qui se profilent à l'horizon et, surtout, ont fait le point sur les travaux de la municipalisation accélérée du département qui abritera les prochaines festivités marquant l'indépendance du pays. « La Lékoumou étant à la une aujourd'hui par rapport à la municipalisation accélérée. Il est bon que le PCT puisse avoir un regard sur l'organisation de ce grand événement », a conclu Jean-Marie Nzinga Ondemba.

Enfin, plusieurs propositions allant dans le sens de la bonne marche du parti ont été faites après une série d'autocritiques.

Jean-Jacques Koubemba

ACADÉMIE RÉGIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA MER

La neuvième session du conseil d'administration se tiendra à Libreville

Les préparatifs de cette session étaient au centre de la séance de travail tenue à Libreville, au Gabon, entre la délégation de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (ARSTM) d'Abidjan, conduite par le ministre congolais Martin Parfait Aimé Coussoud Mavougou, président de son conseil d'administration, et Paulette Mengue M'owono, ministre des Transports du Gabon.

Après plusieurs reports depuis la huitième session tenue à Brazzaville le 13 novembre 2009, les deux parties ont convenu de retenir, sous réserve de modification, les dates des 20 et 21 mai 2014 pour la réunion des experts et le 23 mai 2014 pour la réunion des ministres.

Au cours de la séance de travail, le président en exercice du conseil

d'administration de l'ARSTM, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavougou, a rappelé les points importants devant caractériser la neuvième session : les mandats du directeur général adjoint de l'académie et du contrôleur de gestion. Par ailleurs, les deux parties ont échangé sur les questions pratiques inhérentes à la préparation et à la tenue des réunions prévues lors de la session.

En sa triple qualité de pilote du plaidoyer de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, de deuxième vice-président de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Omaoc) et de président du Mémorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'Etat du port dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Mou d'Abuja), le ministre a fait un exposé sur les différents



Martin Parfait Aimé Coussoud Mavougou et Paulette Mengue M'owono

axes pouvant faire l'objet d'une action concertée entre les gouvernements de la République du Congo et du Gabon.

À l'issue d'un échange, les deux parties se sont accordées sur l'impérieuse nécessité de mener de front les actions

de sensibilisation sur la mise en œuvre du Code communautaire de la marine marchande (Cémac) et d'encourager son élargissement à la Cécéac; d'inciter les États à participer aux Conventions internationales (OMI, OIT, CNUCED...), à s'approprier la Stratégie AIM 2050, à veiller à les sensibiliser aux règles de Rotterdam afin de garantir les intérêts des chargeurs; de s'engager sans réserve sur les questions de sécurité maritime et de pollution marine; de réactiver le dossier du Réseau gardes-côtes par le secrétariat général de l'Omaoc; d'encourager les États au partenariat avec les services hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) de France, garants des données des cartes marines; et de veiller à la formation des cadres en matière d'hydrographie.

Au terme de cette séance de travail, les deux homologues se sont félicités pour le climat de compréhension mutuelle qui avait prévalu dans les échanges. Ils ont salué la volonté des deux gouvernements d'œuvrer au management efficace du secteur maritime et portuaire dans toutes ses composantes et d'avoir permis la tenue de cette séance de travail qui relance le processus d'organisation de la neuvième session du conseil d'Administration de l'ARSTM.

Guillaume Ondzé

La Direction générale de l'ARC informe les personnes dont les noms et prénoms suivent de bien vouloir se présenter à ses agences de Pointe-Noire et Brazzaville pour affaire les concernant

RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS	RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS
1301		ITOUA	1379		L/M
1302		DIABAKANA NZAOU Appolinaire	1380		KOKOLO MATONDO
1303		PAKA MBOU DIANE	1381		DZINGA Raymond Jofrin
1304		MIAKALOUWA	1382		NGAKOSSO
1305		MANKOU Ange	1383		NKAYOULOU
1306		KONATE	1384		NKEOUA Roger Parfait
1307		SCC	1385		MOUANDA LITO
1308		VOUALA Madeleine	1386		KOUKETO MBOUKOU
1309		BATANTOU	1387		MVOULALEA Richy C
1310		MISSIE Eutchye	1388		TCHIMAMBOU Marguritte
1311		OBA Franck	1389		LOEMBA David
1312		TEMBI Henriette	1390		BATCHI Sylvie
1313		NZAHOU TCHICAYA Louis	1391		MATIOSSI Jackson
1314		BAOUAYA MOULOMBA	1392		NTSEKE Julda Guerianne
1315		LOUEYA TCHICAYA	1393	MOUSSOLO MALANDA	
1316		NZITISSEMO MOUANDA	1394		BANOOUTHYS ZACHEE
1317		NGOULOU ALIN	1395		WASSI AKANDE N
1318		NIAMBI Léon	1396		IFELO BOKO Beracca
1319		BALOSSA KOUKOLA	1397		ELELY ABONDA BRICE
1320		MAKAYA Colette	1398		DIBAKALA Geoffroy
1321		BAYONNE	1399		NSOMBA Patricia Destinée
1322	SOCOTRANS		1400		MBONGUI KONDAMA
1323		BOUYOU DIAZENZA	1401		KAOLA Tiphron
1324		MPASSI POUPINA	1402		Victimes
1325		MBOUNGOU Albert	1403		ZHIHOU MABOUNDA V
1326		MASSLA	1404		MBONGUI KONDAMA
1327		ESSOU	1405		IKAMA BOUTAHOU
1328		MABOKO ALBERTINE	1406		BOUTILA
1329		MAKOSSO PASCAL	1407		KIKONDA NIEKESSA
1330		NGOUMA SAMSON	1408		SONGO TUMBA Thomas
1331		MAVOULOUNGOU EMMANEL	1409	ABDELAHI	Piéton
1332		OSSIAKOUMOU ARNAUD	1410	OKEMBA JUDITH	
1333		MOUKENGUE SOLANGE	1411	KOMBO BLANCHARD	O
1334	BAHOUNGAMA NOEL RICHARD		1412		MOUELE Judith Dahlia
1335		AWANI MOUHAMADOU	1413		KOUMBEMBA
1336		SATRAMA	1414	DOUKOURE BAYOUSSOU	
1337		CFAO CONGO	1415		NGULU KONDE
1338		L/M	1416		Tiers
1339		ANKAMA	1417		OLEA G
1340		NGOUALA Roger	1418	CHYBINDAS	
1341		LIKIBI	1419		BAKALA FOUTOU I
1342		MOUA Ferdinand	1420		MAHOUKOU Laurent
1343		PAMBOU Jean Claude	1421		KOUZIETISSA née MONGO Angèle
1344		KAYA Cyril	1422		MAKOSSO Flore M
1345		MOMBO Guy	1423		BAVIDIKILA Alice
1346		NKAMBANI Martin	1424		L/M
1347		BAKANA Faustin	1425		DIARRA A
1348		MOUANDIAMBOU M	1426		AROUNA
1349		NZINGA Octave	1427		TOUKOULOU
1350		MBOU Karl	1428		OBA Michel
1351		SAFOU Paulin	1429	BOUSSANA Jean Pierre	
1352		BOUAOUISS Lamyra	1430	TCHICAYA TATY	
1353		ESSOU Achille	1431		PONCELIET Robert
1354		MALELA Becken	1432		KOUBAKA Pinto Palmera
1355		TCHIMBOUKA B	1433		KOUBAKA PINTO PALMERA
1356		MBOUMBA MABIALA	1434		WENAMIO Pascal
1357		BATY NSONDE	1435		MOUNOUNGA SERGE A
1358		MAKAYA SOUSSOU P	1436	MALOUMBI Baptiste	
1359		OLINGOU Innoçent	1437		MALOUMBI Justin
1360		BANTSIMBA Vidarly D	1438		TOTOTAL FINA ELF
1361		SAMBA Guelor	1439		DIKANTSA Sandrina
1362		ODIA ONDONGO JV	1440		KANDZA Suzanne
1363		MABIALA Serge	1441		Tiers
1364		MANANGA Audrey	1442		AKIBOU NOURATOU
1365		TONDELE Eric	1443		KOILA MAMADOU
1366		KITSOUKOU Teddy	1444		KILENDO Martin
1367		MBOUMBA Jean AD	1445		MOUKAMBOU Michel
1368		NKELANI Jean Claude	1446		NZINGA Freddy Cédrick
1369		OUSSOU Jean Christ	1447		NTSIBA Davy
1370		KOMBO Armnd	1448		GATSE Jules Bien aimé
1371		MAVOUMBI Frédéric	1449	CIB	2 Victimes
1372		HASSOUN Rida	1450		KIMBEMBE Christ R
1373		MABELE KONGO	1451	GRAND GARAGE KOUILOU	2 Victimes
1374		NTSATOUNKAZ Michel	1452		MAYILA Sandrine
1375		HASSOUN Rida	1453		YALINGUI Victorine
1376		BATCHI Grégoire	1454		BITOKI Julia
1377			1455		LOUKANGOU Brel
1378		MATANGOU Abel	1456		ZOBA NDENGOUA C

DÉFENSE NATIONALE

Un débat sur la femme et le droit de la guerre

Une conférence sur «les droits de la femme en relation avec le droit de la guerre» s'est tenue le 4 avril au mess des officiers de Brazzaville, sous la houlette du directeur de cabinet du ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, le capitaine de vaisseau René Ganongo

Plusieurs responsables féminines ont pris part à cette rencontre, dont l'objectif visait trois points : faire prendre aux hommes et femmes la mesure des risques encourus dans la violation de ces droits ; connaître les textes pour mieux traiter les femmes dans leurs familles, dans la communauté et lors du processus de rétablissement de la paix dans les zones en post-conflits ; faire la relation entre les droits de la femme et le droit de la guerre quant à la protection des femmes et des enfants.

L'enjeu de cette conférence était de faire connaître aux hommes et aux femmes de la Défense l'impact des textes sur les droits humains en relation avec le droit de la guerre dans la perspective de définir des règles de comportements appropriés lors des opérations au plan national et international. Était présente à la tribune, Jocelyne Milandou, présidente de l'Association des femmes juristes, vice-présidente de la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Dans son exposé, Jocelyne Milandou a rappelé le droit fondamental des femmes à s'impliquer dans les conflits armés et dans leur règlement. Elle a présenté, expliqué et interprété les textes et les faits, en soulignant l'utilité de la réforme de la décentralisation et de la gestion en matière de genre, et a suggéré de l'améliorer. Le militaire est un citoyen à part entière, a-t-elle rappelé, même si, par ailleurs, il peut être un citoyen spécifique : en tout état de cause, les femmes sont les alter ego des hommes au quotidien.

La deuxième intervenante, Virginie Dessabeka, a mis dans sa contribution un accent particulier sur la protection des femmes, notamment dans les missions de maintien de la paix. Elle a présenté «les méandres juridiques» des textes «au-delà des aspects formels».

Guillaume Ondzé

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

Intitulé du marché : Réhabilitation des postes de transfusion sanguine (PTS).

Référence :

Le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), envisage d'attribuer des marchés de travaux pour les réhabilitations des postes de transfusion sanguine (pour le renforcement des postes).

Il s'agit de :

- Les postes de transfusion sanguine de Tié-Tié/Loandjili ;
- Les postes de transfusion sanguine de Sibiti/Zanaga/Dolisie;
- Le poste de transfusion sanguine d'Owando.

Le dossier d'appel d'offres national peut être consulté à l'adresse suivante : CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE, DIRECTION GENERALE, CELLULE DE GESTION DES MARCHES PUBLICS, BP. 462, Cité Louis Pasteur Brazzaville, Tél. (242) 06 629 91 90 / 06 987 10 27

La date limite de remise des offres est fixée au 18 avril 2014 à 14 h00

Fait à Brazzaville, le
La Directrice Générale
Personne Responsable des Marchés Publics

Dr Amélia BOKILO-DZIA

RÉINSERTION SOCIALE

57 nouveaux jeunes formés par la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké

L'ONG présidée par l'administrateur-maire de Talangai, dans le 6^e arrondissement, a remis le 5 avril, à la mairie centrale de Brazzaville, des kits et des attestations de fin de formation à la septième promotion des apprenants de son centre de métiers.

Les bénéficiaires ont été formés pendant neuf mois dans les métiers de coupe-couture, coiffure esthétique et en informatique. Les 37 jeunes filles ayant suivi une formation en coupe-couture ont reçu chacune une machine à coudre et les 15 en coiffure-esthétique des kits leur permet-

Selon Privat Frédéric Ndeké, cette fondation, créée le 4 mars 2007, ne cesse de faire son chemin à travers ses actions multiformes.

Cette cérémonie se tient, a-t-il rappelé, après l'ouverture, les 2 et 3 mars, des centres de métiers d'Oyo et d'Owando, dans le département de la Cuvette.

Plus de 11 200 jeunes formés en sept ans

Il a, par ailleurs, encouragé les jeunes hésitants à venir s'inscrire gratuitement, car un métier est la clé de l'indépendance sociale.



Les quinze finalistes en coupe-couture devant leurs machines à coudre

tant d'ouvrir des ateliers ou des salons pour mettre en valeur ce qu'elles ont appris gratuitement dans ce centre de formation. Quant aux cinq apprenants en informatique, ils ont reçu des attestations de fin de formation.

Concernant les autres départements ayant adressé une demande pour l'ouverture de centres de métiers, le président de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké leur a demandé de patienter : l'ONG donnera une réponse adéquate en temps op-

portun. Il s'agit, entre autres, de Dolisie, chef-lieu du département du Niari (dans le sud du pays) et d'Ewo (Cuvette-Ouest) au nord. L'implantation de centres de métiers dans l'hinterland s'inscrit dans le cadre du développement de la politique de déconcentration de l'œuvre de cette fondation.

Remerciant ses partenaires et tous ceux qui le soutiennent, l'administrateur-maire de Talangai a indiqué que ce soutien multiforme « a permis la formation de 11 200 jeunes filles et garçons sans compter les finalistes de la septième promotion. Cela veut dire que la fondation contribue énormément à la réinsertion sociale, objectif fixé dès sa création. »

Reconduit à la tête de la coordination de la fondation ainsi que d'autres membres du bureau, Ghislain Ofemalekou a rappelé les valeurs fondamentales qui fondent cette ONG : l'autonomie par le travail, la formation qualifiante, la solidarité et le progrès.

L'action de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké a été saluée par les bénéficiaires qui estiment avoir reçu les outils nécessaires pour leur survie. « Mon défunt père était couturier. J'avais décidé de faire le même travail que lui. Aujourd'hui, c'est chose faite », a témoigné Privat Mbourangan. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur de cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Ludovic Oniangué.

Parfait Wilfried Douniama

Les brèves du monde

RCA : Catherine Samba-Panza prévoit la prison pour Bozizé

La présidente de la transition en République centrafricaine (RCA) pense mettre aux arrêts l'ancien président, François Bozizé, au cas où celui-ci mettrait pied sur le territoire de son pays.

Dans une interview accordée à Jeune Afrique, Catherine Samba-Panza a exprimé sa disponibilité à coopérer avec la Cour pénale internationale à cet effet. « J'ai échangé avec la procureure de la CPI et lui ai affirmé être disposée à l'aider. Ceux qui ont commis des actes graves devront en répondre. Cela n'exclut pas de pardonner dans le cadre de la réconciliation », a-t-elle répondu à la presse.

La présidente de la transition met cependant un bémol en faveur de l'ex-chef de la Seleka : « Michel Djotodia ne fait pas l'objet d'une procédure. En revanche, des mandats d'arrêt ont été émis contre François Bozizé. Le jour où il reviendra, nous les ferons jouer », a-t-elle affirmé.

France-Gabon : Ali Bongo reçu à l'Élysée

Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, a été reçu, le 8 avril au Palais de l'Élysée, par son homologue français, François Hollande. La crise centrafricaine a été l'un des principaux sujets au centre de leur entretien.

« Ils se sont félicités de la bonne coopération entre la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA) et la force française Sangaris. La situation humanitaire et sécuritaire du pays reste toutefois préoccupante », souligne un communiqué de la présidence de la République française.

Guinée : des premiers succès contre le virus Ebola

Des premiers patients ayant vaincu le virus Ebola ont quitté les centres de prises en charge, notamment à Conakry (capitale de la Guinée). Fortes de ces acquis, les équipes médicales déployées par l'ONG internationale Médecin sans frontières et le ministère guinéen de la Santé ont indiqué que même si aucun traitement spécifique contre le virus Ebola n'existe à l'heure actuelle, un traitement pour les infections secondaires et une bonne réhydratation des patients dans des structures de santé bien gérées leur offre des chances de survie. À ce jour les autorités guinéennes ont suspecté 151 cas de maladie par infection au virus Ebola et 95 décès.

Ukraine : des nouvelles craintes de partition

Le virus de la Crimée gagnera-t-il d'autres régions ukrainiennes ? C'est grosse inquiétude pour les occidentaux notamment. Ces derniers jours, des militants pro-russes ont proclamé une « république souveraine » à Donetsk et réclamé leur rattachement à la Russie. Moscou et Kiev se renvoient la responsabilité de la crise.

De son côté, l'Otan a appelé Moscou à reculer et met en garde contre les « conséquences graves » d'une intervention qui constituerait une « erreur historique » selon son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen.

Moscou se dit prête à envisager des pourparlers mais à condition que l'est du pays soit représenté. « Nous sommes prêts à envisager un format dans lequel seraient représentés les Européens, les États-Unis, la Russie et la partie ukrainienne », a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov.

La Rédaction

RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS	RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS
1457		LIBA Antoine	1541	BOSCONGO	
1458		NGOMA Glade	1542		NGANDZIAMI
1459		TSOUKA Célestin	1543	BOUITY LAURE NICOLE	
1460		YOUNGUIA MILANDOU	1544		BONGO Richard & SAVIYAO
1461		BOUTA Sorel	1545	IBONDO Annette	
1462		FROISSART née NDOULOU	1546		BATOTA & LOUBAKI
1463		MAVOUNGOU Josi	1547		MATOUTY
1464		AGC	1548	LEMAIRE née BOUARA	
1465		DIATE JEAN BETUEL	1549		LELO Raymond
1466	MADZOU MFOUNA	2 Victimes	1550	SILLAH MAMADOU B	
1467		MALONDA Jean de Dieu	1551		KOUMANI BETHUEL
1468	YALOUCA MFOUMA REBECCA		1552		NZENGUI PAMBOU
1469		ONGNONGO IBIAHO	1553		PAMBOU Cédric
1470		ALIABE André	1554		Tiers
1471		KOMBE Armand	1555		NSAKILA ALPHONSE
1472		MOUTOMBO BABELA	1556		MOUELE URSULE
1473		NDONGUI Mathias	1557		SENGHO D'OLIVERA
1474		BANTSIMBA Eric	1558		IVIVA MOULONGO Gracella
1475		MAVOULOUNGOU EMMANUEL	1559		STE FAATI CONGO
1476		MAVOUNGOU TOUKOULA	1560		STE FAATI CONGO
1477		WASSI AKANDE N	1561		E.E.C. (SUECO)
1478		NGANGUIA Germain	1562		FOBERT CONGO
1479	MAKITA ALAIN C.		1563	BANZOUZI Jacqueline	
1480		SIDY SAVANE	1564		NGOMA Octave
1481		FOBERG CONGO	1565	NGABABA Doctrové AI	
1482	BABA YAYA		1566	DENDE KIPONGUI A	
1483	LIMA BIENVENU		1567	BELLO RAZAKI	
1484		LASSY Chantal	1568		MAVOUNGOU
1485		BIANGOU Josué	1569		ECONU SAMUEL
1486		MABOUNDA TSIKA	1570	KAKANGA Anicet Serge	
1487		GNCAC	1571		BIMBENI Félicien
1488	KONDE	2 Victimes	1572		MYONGO Philomène et autres
1489		NGOULOU et Enft	1573		STE AIE SARL
1490		DAFF HABIB	1574		SABOUKOULOU Stévy
1491		KIBINDA Marie	1575		MBOU Albert
1492		MAVOUNGOU B R	1576		YAYA Grédon Staveur
1493		AMADOU NIANGADOU	1577		KINO BASSANTI Moriac
1494		BAKITA MOUELE C	1578		TSIMBA NIMI Aimé
1495		ELOMBILA Danielle S	1579		TSALOUNGOU David
1496		DIATOUNGA	1580		POATY Delphine
1497		FOUTY SOUNGOU Philomène	1581		YOKA ETOUMOU Rock
1498		BISSI Béatrice	1582		MAKOSSO BATCHI
1499		SNDE (DOLISIE)	1583		BATCHI Jean Maurice
1500	CIB		1584		KIESSE Jean Bruno
1501		MBEMBA Albert	1585		YAHOU ANT
1502		SNE	1586		MAHOUNGOU MAKAYES
1503		MALONGA Joachim	1587		NGOLO Noé Placide
1504		MAHOUNA Adrien	1588		ETABL NDZOUNBA
1505		MYEKELE Benjamin	1589		LOUEKO MAMBOUANA
1506		KAVA Gaston	1590		NZIKOU Fidèle Roland
1507		MIANKOUDILA JOSEPH	1591		MANOUANA Noël
1508		STE CONGO SERVICES	1592	KIMBATSA Fernand	PASSAGERS
1509		NGOMBE SOULEMANE	1593		MBAMBI Philippe
1510		PAMBOU BATCHI Stevi	1594		Tiers
1511		MBOUKOU NGOMA	1595	MBERI Pierre	PASSAGERS
1512	VILLA GANGA Bonaventure		1596		IKIOLO Prosper
1513		KOLO NGOUBILI Françoise	1597	ATTIE Ibrahim	
1514		CORDONNIER Jean Jacques	1598	REGLT SIN Nø13087/4/07 KOUA-KAMBA	
1515		NDZALI DJONAVY	1599	CH.	
1516		MIKAMONA Loic	1600		LM
1517		MALANDA Prince	1601		LM
1518		OMBIELE PARFAIT	1602		LM
1519		OMBIELE Parfait-MOUSSAVOU	1603		LM
1520		MODIBO DEMBE	1604		BAGANA & MODIBO
1521		MALONDA Tidiane	1605		Maxime CHOURREAU
1522		KOMBO BATIA	1606		Tiers
1523		NGONON	1607		SCAB
1524		MOUELET Parfait	1608		Tiers
1525		PATA M LOEMBA	1609		TRACTAFRIC
1526		PANZOU BOUYOU Antoine	1610		LM
1527		NGAMI Armand	1611		LOEMBA Célestin
1528		KOUANGOU BILA Darius	1612		MAWAMA FOUTI C
1529		MAPAKOU Paulpri	1613		NZOUNGOU Roger
1530		POUNGUI Exaucé	1614		NIAMA Jean - Pierre
1531	MBOU Angèle		1615		BISSAFI Alain P
1532		AMICAL BOULISTE	1616		Tiers
1533		AGBETI-YESSOUFOU AGBETI I	1617		SCAB CONGO
1534		BOUANGA Léa	1618		MOUANOU Bosco
1535		BOUALINGUI	1619		SAYA Serge
1536		YALA Patrice	1620		IKOMO Bienvenu
1537		SATRAMA	1621		PAMA André
1538		BILONGO Désiré	1622		SAMBA Rogacien
1539		TOTAL E& P Congo	1623		MOUANOU DZIENGUI
1540		NTONDELE Sagesse	1624		MIETE Timothée

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ «L'enseignement doit être national, conçu en fonction des spécificités de chaque pays : c'est encore le meilleur moyen de les mettre en synergie, parce que nous ne sommes riches que de nos différences complémentaires.»

Vincent Peillon, ministre français de l'Éducation,
Le Point.fr, le 07 avril 2014

□ «Il y a plus de millionnaires en France que dans n'importe quel autre pays européen»

Une étude de Crédit Suisse, Le Figaro, le 09 octobre 2013

□ «En économie, toute proposition en opposition avec le diktat des marchés et des places boursières serait tout simplement pure folie.»

Bernard Baude, maire Pcf de Méricourt (Pas-de-Calais),
l'Humanité, le 3 avril 2014

□ «Pour que notre République marche bien, il faut un président qui donne le projet, qui dise où on va ; il faut un gouvernement qui gouverne et qui a les pouvoirs pour gouverner et un Parlement qui soit entendu»

Martine Aubry, maire de Lille, AtlasInfo, 7 avril 2014-04-08

□ «L'exode des talents est beaucoup plus important qu'on ne le croit en France et la perte d'emplois plus conséquente pour le pays. Nos gouvernants ne devraient pas oublier que pour un cadre clé qui s'expatrie, c'est en moyenne 10 emplois de soutien perdus.»

Édouard Carmignac (Président-directeur général de Carmignac Gestion), Les Échos, 17 février 2014

□ «Il faut confronter les dirigeants politiques aux faits. Nous allons donc lancer, en 2015, un indice de l'intégration afin de montrer qui sont les premiers et les derniers en matière de coopération régionale. Les chiffres utilisés jusqu'à présent ne concernent que le commerce, c'est insuffisant.»

Carlos Lopes, l'économiste bissau-guinéen,
Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, JA, le 5 avril 2014

À vendre à Brazzaville

Charrue à 4 disques Quivogne NEUVE.
1 Tracteur MF 3630, 1 remorque 8T. , 2 MF 3080,
Ce matériel est arrivé à Brazza et dédouané.
Possibilité de vente, depuis la France, de tracteurs, charrues, remorque, cover crop.
Contact : Brazza. M. Alama : 06 66 499 38
Contact : France M.
Camille Gasdon : 0033 (0)2 40 55 56 21
E.mail : camille.gasdon@wanadoo.fr

AFRIQUE

La croissance devrait augmenter selon le dernier rapport de la Banque mondiale

Selon le nouveau rapport Africa's Pulse de la Banque mondiale (BM) sur les perspectives économiques, la croissance de l'Afrique devrait atteindre 5,2% en 2014 contre 4,7% l'année dernière grâce à une forte hausse des investissements et à la consommation des ménages.

La croissance a été particulièrement dynamique dans les pays riches en ressources naturelles tels que la Sierra-Leone et la République Démocratique du Congo. Elle est restée soutenue en Côte d'Ivoire et a redémarré au Mali du fait d'une plus grande stabilité politique et du rétablissement de la sécurité. Des pays sans ressources naturelles comme l'Éthiopie et le Rwanda ont également enregistré une croissance économique solide en 2013.

Les flux de capitaux vers le sous-continent africain ont continué de croître pour atteindre environ 5,3% du PIB de la région en 2013. Les investissements directs étrangers (IDE) nets, alimentés par la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, en particulier en Angola, au Mozambique et en Tanzanie ont augmenté de 16% pour atteindre 16 milliards de dollars. Quant à l'inflation, elle a diminué avec un taux annuel de 6,3% en 2013 contre 10,7% en 2012, grâce à la baisse des prix internationaux de l'alimentation, du pétrole et une

34 millions en 2012, contribuant à accroître les recettes publiques, les revenus des particuliers et à créer des emplois.

«Des programmes universitaires de haut niveau en Afrique, particulièrement dans le domaine des sciences appliquées, de la technologie et de l'ingénierie pourraient augmenter considérablement la compétitivité, la productivité et la croissance de l'Afrique», a indiqué le vice-président du Groupe de la

merce régional pâtissent cependant du mauvais état des routes et de l'accès à l'électricité irrégulier et onéreux à l'électricité.

Le rapport souligne la persistance possible d'une croissance économique plus forte en Afrique que dans de nombreux autres pays en développement, mais que des risques persistent, notamment liés au prix des matières premières et d'autres métaux, à la volatilité des prix locaux de l'alimen-

«des réformes stratégiques sont nécessaires afin d'assurer aux jeunes l'accès à une éducation scientifique aussi bien au niveau local que régional et de faire en sorte qu'ils obtiennent des diplômes qui correspondent aux besoins du secteur privé».

BM pour la région Afrique, Makhtar Diop, expliquant cependant que «des réformes stratégiques sont nécessaires afin d'assurer aux jeunes l'accès à une éducation scientifique aussi bien au niveau local que régional et de faire en sorte qu'ils obtiennent des diplômes qui correspondent aux besoins du secteur privé».

Makhtar Diop a relevé qu'un grand nombre de pays africains sont aujourd'hui en tête du palmarès des pays à la croissance la plus rapide grâce à l'adoption de réformes macroéconomiques pertinentes et à la prise de conscience du potentiel de l'Afrique au niveau des échanges, des investis-

tation. Une meilleure intégration des marchés régionaux pourrait réduire l'amplitude de la hausse des prix provoquée par des crises locales. L'abaissement des barrières douanières et le renforcement des infrastructures amélioreraient la rapidité et l'efficacité de la réponse à la pénurie alimentaire.

Le rapport note aussi des incertitudes politiques : les risques internes liés à des troubles et à l'insécurité demeurent l'une des menaces principales pour le développement économique dans certains pays de la région. C'est le cas du Soudan du Sud et de la Centrafrique.

Selon le rapport, la diversification des exportations reste un défi important pour de nombreux pays africains notamment ceux produisant du pétrole. On a cependant constaté des efforts de diversification des partenaires commerciaux, au cours de la dernière décennie, avec les BRICs, accompagnée d'une forte augmentation du volume des exportations, dépassant celles destinées à l'Union européenne (UE). Le rapport relève par contre une sous-exploitation en matière d'échange de services qui pourrait offrir plus d'opportunités d'emploi que l'agriculture et l'industrie manufacturière dans certains pays africains.

Noël Ndong

«Le manque d'infrastructures continue cependant de freiner l'essor du continent. Il faut donc augmenter de manière significative les investissements en la matière dans la plupart des pays de la région s'ils espèrent transformer de manière durable leur économie»

politique monétaire prudente. Les transferts des fonds des migrants vers l'Afrique subsaharienne ont représenté 32 milliards de dollars en 2013, soit une augmentation de 6,2%. Ces entrées de capitaux et la baisse des prix alimentaires ont stimulé les revenus des ménages et leurs dépenses. Le rapport relève également une augmentation sensible du tourisme de 5,2% soit un nombre record de 36 millions contre

sements, des affaires, de la technologie et du tourisme. «Le manque d'infrastructures continue cependant de freiner l'essor du continent. Il faut donc augmenter de manière significative les investissements en la matière dans la plupart des pays de la région s'ils espèrent transformer de manière durable leur économie», a-t-il ajouté.

Dans le domaine des infrastructures, les entreprises et le com-

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP08	Gestion axée sur les résultats : approche méthodologiques et outils	5 jours	05 au 09 mai 2014
EPO4	Optimisation de la fonction de secrétaire	5 jours	05 au 09 mai 2014
PDG01	Gestion des revenus des collectivités locales	5 jours	12 au 16 mai 2014
MDP09	Gestion comptable et financière des projets et programmes	10 jours	19 au 30 mai 2014
GMPO8	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	26 au 30 mai 2014



RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS	RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS
1625		LOEMBA VITIKIZA A	1709		
1626		MABELE MABIALA B	1710	MOUANZA ALAIN	OLLION Léon
1627		BOUBOUKOU Célestin	1711		MAHANGA BOUKOUNGOU
1628		MAMBOUENI Bienvenu	1712		NDION VIVIEN
1629		MAKISSA Barthélémy	1713		BIATOURI
1630		MOUANDZA Blanchard	1714		
1631		NZABAKANDA Prince	1715	SOUMARE ABOUBACAR	STE SOCOFIN
1632		BAKONDA OUMBA E	1716		BAVOUIDI J ALEXIS
1633		MOMBO Stanislas	1717		MOUKILI MADZOUA
1634		NDOUNDA Gauthier	1718		MBOUMBA
1635		NGOUBI Wilfried	1719		MANTSOUKA BEDEL
1636		TATY SAHARA	1720		
1637		MANKINDOU Christian	1721	ROUFAÏ ISSA P/C POLYSERVICES	
1638		LOUTANGOU Michel	1722	MABIALA J CHRISTOPHE	
1639		TCHICAYA BASSA	1723	TCHICAYA NZINGA SYLVAIN	
1640		NGUIBI KILENDO	1724	ANZANGOSSOU GUY MARCEL	
1641		MBOUALA Jockey Paul	1725	RAIMI ABDEL ANZIZ	MAVOUNGOU IGNES CAROLE
1642		KABAT ANTOUO B	1726		
1643		MACAIA Philippe	1727	NSIMBA RICHARDSON	NZOUSS CHRISTEL
1644		MOUSOUKA MBANI Nick	1728		
1645			1729	BATCHI J CLAUDE	KOUDEDE DANIEL
1646	MASSALA MALATO	L/M	1730		MOMBO CHENGUERON
1647		MABIALA JUSTIN	1731		TSOUNGUI MARIANE
1648			1732		MOUSSAVOU ADRIENNE
1649	MACAYA Emilien L	MAKOSSO	1733		AKINDOU HELENE
1650		KENGUE J PIERRE	1734		BOUITY PANGOU
1651			1735		PADY SITOU NOEL
1652	BELLO RAZAKI		1736		MBATCHI PRATT
1653	MBAKANI NADINE	NZAHOU JEAN	1737		POATI CHARDEL
1654			1738		GETMA
1655	NGOLLE MATCHIONA	BATISSA JEROME	1739		SAFOU HUGUES
1656		TATY EUGENE	1740		MAKOSSO CAROLINE
1657		CFAO CONGO	1741		MALANDA ALICE
1658		MBOUMBA PIKEINE AL	1742		MIKALA REJEANNIE
1659			1743		WILSON BAHUN
1660	AYOUNE MATSIMA GAB	MOLOPO Yasmine	1744		MAVOUNGOU ANASTASIE
1661		TIERS	1745		TSELANTSIENE JLUC
1662		PIERRE SENGHOR	1746		OBA NEE ATIPO CHANTAL
1663		MAKOSSO FLORENCE	1747		MOUNZEO LAZARE
1664		LOEMBA DIDIER	1748		BOUNGOU PAUL
1665		MABELE HILAIRE	1749		MAKAYA BERNARD
1666		NZAOU BALEMBAKET	1750		
1667			1751	TCHIBASSA GOMA RONAUD	TCHICAYA
1668	YANGOU JULES	BATANTOU CAROLINE	1752		TIERS
1669			1753		DIAMONIKA NZONZI MATHIEU
1670	KIKOUNGA ALBERT		1754		MAMOUNA ADRIEN
1671	MOPOUNDJA UBALBE		1755		MISITOUKA GILBERT
1672	SOULE BAMALA	NDOMBO DIDIER	1756		MAISOUMOU AIME
1673		ATELIER DE COUTURE	1757		PASSAGES
1674		ABDEMANE YESLEM	1758	KALLA MARCEL	MONGO GERVAIS
1675		BOUETOUMOUSSA VISIO	1759		NICKY
1676		MOUDION GUE	1760		KIYINDOU REGIS
1677		DIALLO COUMBA	1761		BAMONISSA BONIFACE
1678			1762		MAKOSSO Aurel
1679	LAWANI FRIDAOUSS J		1763		SOUMAKI Daniel
1680	ASSIANAT CLECHE		1764		CONGO SERVICES
1681	ADEROMOU CHOUOURATOU	MOUNGUELE JEANNETTE	1765		NGONDI Godard
1682		GOUANGA BIANTSOUMBA	1766		
1683		YVICH REGIS	1767	SIDI KATOU KOFOWROLA	NDOMBI Parfait Innocent
1684		MALELA HERITIER	1768		LOEMBA Paul Sylvère
1685		OSSENI TADJOU	1769		BOUKOU Jean - Louis
1686		ALOUALA GUY ELVIS	1770		Tiers
1687		BASSILA	1771		NKAYA Pierre
1688		MADZOU VIRGINE & SAYA	1772		Tiers
1689		MATCHINDI FAL	1773		TCHICAYA P/C BOUKAKA
1690		ETOKABEKA JOB SYLVAIN	1774		Tiers
1691		POATY MBAKOU	1775		Tiers
1692			1776		BOUFOUENI KONANGA
1693	MIAMOUKANDA JEAN	KOKOLO ALBERT	1777		FOUTY Brave
1694		MBOUKOU FULBERT	1778		MBOUNGOU Jean
1695			1779		IBOUMBI Catirine
1696	MAVOUNGOU		1780		MOUSSAVOU MATSANGA E
1697	PINDOU SERGE	DIBAS HERVE	1781		LOEMBA LOLIAME
1698		OKOULATSONGO PRIVAT	1782		BAYIMBI Emmanuel
1699		TCHIBINDA J	1783		MANKOU NDINGA
1700			1784		Tiers
1701	IPOUMA DIDIER	BOUISSI JOSEPHINE	1785		MIKISSI Daniel
1702		KITOKO GAMPIKA PIERRE	1786		HOUSANOU Roger
1703		MISSAMOU LEONARD	1787		EVANGELISTA Bienvenue
1704			1788		MIANDAKISSA Raymond
1705	SIDIDE SIDIDI	BOUKONGO FERNANDIN	1789		KOUBEMBA
1706		LOEMBET Georges	1790		MBENZA MISSYNDOU
1707		PASSAGERS	1791		BABA YAYA Ibrahim
1708	ETHA REBELLE	NZOUSSI ROGER	1792		NGOMA BAKOUA Ulmairien

VIH-SIDA

Plus de neuf millions de préservatifs distribués au Congo en 2013

Le président de l'Association pour l'appui aux initiatives de santé communautaire/Agence de marketing social du Congo (AAISC/Amsco), Maurice Ndéfi, s'est adressé, le 5 avril à Brazzaville, aux médias et aux organes d'informations pour encourager l'usage des préservatifs masculins et féminins dans le pays.

«Neuf millions de préservatifs masculins et cent trente-quatre mille préservatifs féminins ont été distribués en 2013. Le problème de l'adhésion à l'usage des préservatifs se pose encore dans nos communautés villageoises. Il est encore difficile pour nos parents de comprendre que les préservatifs peuvent les protéger contre les grossesses indésirées et les infections sexuellement transmissibles», a expliqué Maurice Ndéfi, président exécutif de l'Amsco.

LONG a reçu de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (Oceac) trois véhicules 4x4 et cinq motos tout-terrain destinés à assurer le marketing social au Congo et à améliorer les performances de son travail.

L'Amsco a démarré ses activités en 2006 et a atteint des résultats probants. Pour contrer le fléau du VIH-sida, l'Amsco distribue dans les petits villages les préservatifs masculins et féminins.

Les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire affichent les taux de prévalence de séropositivité parmi les plus élevés du pays quand on sait que la moyenne nationale est estimée à 4,2%.

Un lot de trois préservatifs coûte 100 FCFA, soit 0,19 dollar. Pour la vente des préservatifs masculins et féminins, le secteur informel des grossistes, des pharmacies, des ONG, des entreprises et des hôtels est mis à contribution.

«Nous œuvrons pour la promotion des préservatifs au sein de la population congolaise au moyen du marketing social, c'est-à-dire que nous demandons aux utilisateurs de verser une somme modique. Les préservatifs coûtent cher ; le gouvernement et ses partenaires les achètent et nous viennent en aide par la suite» a-t-il ajouté.

L'AAISC est une agence d'exécution du programme national de distribution de préservatifs. Dans le cadre de la promotion des préservatifs, l'AAISC/Amsco a lancé depuis plusieurs mois une campagne dans les départements de Brazzaville, de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari (dans le sud du pays), des Plateaux et de la Sangha (au nord).

Fortuné Ibara

CONGO-RWANDA

Le président Denis Sassou N'Guesso a assisté aux commémorations des vingt ans du génocide rwandais

Après avoir pris part, le 7 avril, aux côtés d'autres chefs africains à la commémoration du vingtième anniversaire du génocide rwandais, le président Denis Sassou N'Guesso a regagné Brazzaville ce 8 avril en fin de matinée, en compagnie de son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso.

Les cérémonies commémoratives du génocide rwandais ont été lancées officiellement le 7 avril, à Kigali, la capitale du Rwanda. Le coup d'envoi a été donné par le président Paul Kagamé qui a allumé la flamme de l'espérance au mémorial de Gisozi, assisté du secrétaire général de Nations unies, Ban Ki-Moon. Les manifestations se sont poursuivies au stade Amahoro de Kigali où plusieurs allocutions ont été prononcées, entre autres, par le président ougandais, Yoweri Museveni, la présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkossazana Dlamani Zuma, et le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-Moon.

Par delà l'émotion et la tristesse ressenties par toutes les personnes rassemblées au stade, le message essentiel délivré par les

orateurs a été celui du réconfort et du dépassement. Clôturant la série des interventions, le président Kagamé n'a cependant pas hésité à dénoncer «la responsabilité des Européens» dans ce qui est arrivé à son pays. «Les théories coloniales sur la société rwandaise imposèrent l'idée que l'hostilité entre Hutu, Tutsi, Twa était permanente et nécessaire. C'est ainsi que fut lancée ce qui deviendra le génocide des Tutsi tel que nous l'avons vécu il y a vingt ans», a-t-il souligné, invitant ses compatriotes au sursaut: «Si nous sommes tous rassemblés ici, c'est pour nous rappeler ce qui s'est passé tout en nous réconfortant mutuellement.»

Un autre moment fort de cette journée a été le spectacle baptisé «Kwibuka 20» (Souviens-toi, il y a vingt ans), qui a revisité l'histoire du Rwanda, de la période coloniale au génocide et à la reconstruction du pays. Sept cents chanteurs et comédiens se sont ainsi relayés sur une scène installée sur la pelouse du stade Amahoro, au pied d'une structure de bambou en forme de flamme, avec des rampes placées en arc. Vue d'en haut, l'ensemble évoque

un tourbillon enflammé. Dès le début du spectacle, 700 personnes se sont brusquement couchées sur le gazon, évoquant ainsi le génocide de 1994, révélant des souvenirs enfouis et déclenchant pleurs et lamentations dans le stade. Un moment d'intenses émotions, dira-t-on. Le spectacle s'est achevé sur un chœur d'enfants censé incarner l'espérance et la réconciliation de tous les Rwandais.

Les commémorations s'étaleront sur cent jours pour symboliser les trois mois du génocide, durant lequel huit cent mille personnes, essentiellement des Tutsi, mais aussi des Hutus modérés furent massacrées. Parmi les hôtes de marque du président rwandais se trouvaient les présidents Denis Sassou-N'Guesso (Congo), Yoweri Museveni (Ouganda), Uhuru Kenyatta (Kenya), Ali Bongo (Gabon), Haïlémarïam Desalegn (Éthiopie), Salva Kir (Soudan du Sud), Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Nkossazana Dlamani Zuma, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair ou encore l'ex-président sud-africain Thabo Mbeki.

Les Dépêches de Brazzaville



AVIS D'APPEL D'OFFRES

(RELANCE)

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres National pour la construction d'un bâtiment d'observation météorologique, de la voie d'accès à la station météorologique, d'un abri à gonflement et aménagement du parc à instruments à l'aéroport international de Brazzaville (Congo).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50.000) Francs CFA à partir du 08 Avril 2014 au Département Ingénierie et Prospective, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) ou à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo.

La date limite de remise des offres au Département Ingénierie et Prospective (ASECNA), Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au 10 mai 2014 à 11 heures, heure locale (GMT). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (10 mai 2014) à 12 heures, heure locale (GMT).

Le Directeur Général



AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres Ouvert pour la construction d'un bâtiment d'observation météorologique, d'une voie d'accès à la station météorologique, d'un abri à gonflement et l'aménagement du parc à instruments à l'aéroport de Pointe Noire (Congo).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50.000) Francs CFA à partir du 10 avril 2014 au Département Ingénierie et Prospective, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) ou à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo.

La date limite de remise des offres au Département Ingénierie et Prospective (ASECNA), Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au 10 mai 2014 à 12 heures, heure locale (GMT). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (10 mai 2014) à 13 heures, heure locale (GMT).

Le Directeur Général

JE VOYAGE AVEC ETHIOPIAN



Haile Gebrselassie
4 fois Champion du monde d'athlétisme,
détenteur de 27 records du monde

ETHIOPIAN AIRLINES INTERNATIONAL SERVICE

- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| Abidjan (Côte d'Ivoire) | Kuala Lumpur (Malaysia) |
| Abuja (Nigeria) | Kuwait City (Kuwait) |
| Accra (Ghana) | Lagos (Nigeria) |
| Addis Ababa (Ethiopia) | Libreville (Gabon) |
| Bahir Dar (Ethiopia) | Lilongwe (Malawi) |
| Bamako (Mali) | Lomé (Togo) |
| Bangkok (Thailand) | London (United Kingdom) |
| Beijing (China) | Luanda (Angola) |
| Beirut (Lebanon) | Lubumbashi (Congo) |
| Berbera (Somalia) | Lusaka (Zambia) |
| Blantyre (Malawi) | Malabo (Equatorial Guinea) |
| Brazzaville (Congo) | Maputo (Mozambique) |
| Brussels (Belgium) | Mekelle (Ethiopia) |
| Bujumbura (Burundi) | Mombasa (Kenya) |
| Cairo (Egypt) | Mumbai (India) |
| Cotonou (Benin) | Muscat (Oman) |
| Dar es Salaam (Tanzania) | Nairobi (Kenya) |
| Dakar (Senegal) | N'Djamena (Chad) |
| Dammam (Saudi Arabia) | Ndola (Zambia) |
| Dire Dawa (Ethiopia) | New Delhi (India) |
| Djibouti (Rep. of Djibouti) | Niamey (Niger) |
| Douala (Cameroon) | Ouagadougou (Burkina Faso) |
| Dubai (UAE) | Pointe Noire (Congo) |
| Entebbe (Uganda) | Paris (France) |
| Enugu (Nigeria) | Rio de Janeiro (Brazil) |
| Frankfurt (Germany) | Riyadh (Saudi Arabia) |
| Guangzhou (China) | Rome (Italy) |
| Harare (Zimbabwe) | Sao Paulo (Brazil) |
| Hangzhou (China) | Seoul (South Korea) |
| Hong Kong (China) | Singapore (Singapore) |
| Jeddah (Saudi Arabia) | Stockholm (Sweden) |
| Johannesburg (South Africa) | Tel Aviv (Israel) |
| Juba (Southern Sudan) | Toronto, Ontario (Canada) |
| Khartoum (Sudan) | Victoria (Seychelles) |
| Kigali (Rwanda) | Washington, D.C. (U.S.) |
| Kilimanjaro (Tanzania) | Zanzibar (Tanzania) |
| Kinshasa (D. R. of Congo) | |

"J'ai appris à gagner grâce à Ethiopian"

Visit us at www.ethiopianairlines.com or call us Tel: 00242-222810766



A STAR ALLIANCE MEMBER

AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit

de 1 Mbps à partir de 30.000 FCFA

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
 Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com

TerraTech

le monde de l'informatique

Promotion spéciale

acer

Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Rouge et Gris)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34/ 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

CENTRAFRIQUE

Visite surprise du secrétaire général de l'Onu dans le pays

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a effectué samedi une visite surprise en République centrafricaine, soulignant qu'il était venu pour s'assurer que la communauté internationale n'oublie pas ce pays confronté à une grave crise politique et humanitaire.

«Je viens en République centrafricaine à un moment où elle est en proie à de profonds bouleversements», a déclaré Ban Ki-moon dans un discours en français devant le Conseil national de la transition à Bangui, la capitale. «Chaque jour, je me réveille en pensant aux épreuves que vous endurez et aux drames que vous vivez.»

«J'ai invité partout les responsables à intensifier leurs efforts. Certains disent qu'il s'agit d'une crise oubliée. Je suis ici pour m'assurer que le monde n'oublie pas», a-t-il ajouté. «La communauté internationale a fait défaut aux Rwandais il y a 20 ans. Et nous risquons de ne pas en faire assez pour les Centrafricains aujourd'hui.» Le secrétaire général a rappelé que des crimes atroces étaient commis en République centrafricaine et que l'épuration ethnoreligieuse était une réalité avec la fuite de nombreux membres de la minorité musulmane. «Une impunité totale règne, personne n'a eu à rendre compte de ses actes. Cela doit changer», a martelé Ban Ki-moon. Il a félicité les forces de l'Union africaine (Misca) et les forces françaises de l'opération Sangaris «dont l'action rapide a pu empêcher à ce jour le pire.» «Mais leurs moyens sont insuffisants et elles sont submergées par l'ampleur même des besoins. C'est pourquoi j'ai demandé que plus de contingents et d'unités de police soient immédiatement déployés. C'est aussi pour cette raison que j'ai proposé la transformation de la MISCA en une opération de maintien de la paix des Nations unies. J'espère que le Conseil de sécurité prendra cette décision incessamment», a-t-il ajouté.

Il a également salué la décision de l'Union européenne de déployer des forces dans les jours à venir. «Je continue cependant à exhorter la communauté internationale à faire davantage et à agir plus promptement», a-t-il encore dit. Il a rappelé aux Centrafricains que le sort de leur pays était également entre leurs mains: «Vous avez en vous tout ce qu'il vous faut pour réussir. La République centrafricaine peut remonter la pente. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Cela peut devenir une réalité. Je l'ai vu se produire en Sierra Leone. Je l'ai vu au Libéria.»

Après cette visite de quelques heures en République centrafricaine, le secrétaire général s'est envolé pour la capitale du Rwanda, Kigali, où il doit participer aux commémorations du 20^e anniversaire du génocide rwandais.

Xinhua

L'ONU plaide pour l'envoi d'une opération humanitaire de longue durée

Un rapport d'évaluation des Nations unies rendu public cette semaine souligne qu'à l'heure où la crise continue de dévaster l'économie centrafricaine ainsi que les capacités des populations de satisfaire leurs besoins élémentaires, cette opération humanitaire devra endiguer le lourd tribut payé par la population et jeter les bases d'une reconstruction des moyens d'existence.

Dans cette étude, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) avertissent qu'il faut déployer en Centrafrique, au cours des dix-huit prochains mois au minimum, une vaste opération humanitaire de longue durée de manière à faire face aux besoins d'aide alimentaire. Cette aide devrait comprendre des aliments consommés et disponibles à l'échelon local, tels que le manioc, le riz et le maïs. Les achats locaux permettraient également d'alléger la pression sur les moyens logistiques et de renforcer les liquidités.

L'envoi de cette opération s'avère nécessaire, car, d'après le rapport, les conflits généralisés depuis décembre 2012 ont causé la destruction des moyens de subsistance, des cultures vivrières et commerciales, de l'élevage et de biens de production essentiels dans le pays. En conséquence, environ 1,6 million de personnes directement victimes de la crise ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, soit plus du double du niveau estimé il y a un peu plus d'un an, en février 2013. De plus, fin mars, on comptait quelque 625 000 personnes déplacées par le conflit. Les Centrafricains sont donc accablés par de graves problèmes d'accès à la nourriture depuis le début de l'année dernière, compte tenu des disponibilités réduites, de l'interruption des

échanges et de la perte de leur pouvoir d'achat, au moment où le chômage est endémique dans tous les secteurs.

«Les perspectives sont sombres pour la campagne agricole de 2014 qui démarre en mars/avril sur fond d'insécurité et de manque d'intrants agricoles», constate le rapport. L'agriculture – secteur porteur de l'économie qui assurait environ 57% du produit intérieur brut – a essuyé les plus graves pertes.

Devant cette situation, le directeur de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation de la FAO, Dominique Burgeon, a souligné: «Le niveau de misère que j'ai pu constater récemment chez de nombreuses familles de Centrafrique est effroyable, et pourtant, il reste un espoir d'améliorer les perspectives immédiates et à long terme de la population s'il nous est donné de pouvoir intervenir à une échelle suffisamment vaste pour restaurer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.»

Le rapport relève que le secteur vital de l'agriculture a subi une contraction de près de 37% en 2013 alors que les entrepreneurs qui géraient l'essentiel des activités commerciales et le transport ont quitté le pays. En plus du manque de véhicules adéquats, cette situation a de graves répercussions sur le commerce interne, les disponibilités vivrières et le marché de l'import-export. La saison des pluies qui débute ce mois-ci constitue un véritable défi pour le réseau routier déjà en mauvais état. Cela risque de rendre certains sites totalement inaccessibles par la route, entravant le pré-acheminement des stocks alimentaires et des intrants agricoles.

«Chaque jour qui passe rend l'aide d'urgence plus difficile et plus coûteuse et

cause la mort de victimes innocentes», a indiqué Arif Husain, économiste en chef au PAM. Pour pouvoir maîtriser la situation, les auteurs du rapport recommandent des programmes de transferts monétaires dans les zones urbaines disposant de chaînes d'approvisionnement relativement plus sûres. Ces transferts permettraient de revitaliser l'épargne et les prêts communautaires pour faire redémarrer les économies locales. Ils pourraient être associés à une aide alimentaire en nature.

En attendant l'envoi éventuel d'une opération humanitaire de longue durée, la FAO envisage une approche à deux volets pour améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. Tout d'abord, des intrants essentiels tels que semences et outils seront fournis à quelque 75 000 ménages à temps pour la campagne de semis démarrant en avril. Ensuite, un programme intégré aidera plus de 400 groupes d'agriculteurs et associations de femmes à récupérer leurs moyens d'existence et à renforcer leur résilience.

Le PAM vient en aide à 1,25 million de femmes, d'enfants et d'hommes en République centrafricaine. Il fournit une aide alimentaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, un appui nutritionnel aux enfants sous-alimentés, aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que des repas scolaires d'urgence aux écoliers. En mars, cette agence onusienne n'avait reçu qu'un tiers des financements nécessaires aux interventions – avec pour conséquence la distribution de demi-rations aux personnes vulnérables et déplacées, comprenant moins de types d'aliments.

Nestor N'Gampoula



Fonds des Nations Unies pour la Population
Représentation en République du Congo

VENTE AUX ENCHERES (RELANCE)

Le Bureau de la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en République du Congo, procède à une vente aux enchères publiques de la voiture exposée dans la cour du bureau commun des Nations Unies située à l'adresse suivante :

309, Avenue Marien Ngouabi (Route Bord-Bord-arrêt bus Laborex), centre ville, Pointe Noire République du Congo

Cette voiture dont les caractéristiques sont mentionnées dans le tableau ci-dessous, peut être visitée du lundi au Vendredi de 9h00 à 16h00.

La voiture est vendue en l'état sans aucun préalable tant administratif que juridique par l'UNFPA.

Désignation	Capacité Puissance Energie	N° châssis	Kilométrage	Année de mise en Circulation à l'état neuf	Remarques
Peugeot 607 Berline	5 places/ 7 CV Essence	VF39DRFN 592079655	32 150 Km	2003	Néant

Les enchérisseurs sont en conséquence priés de déposer leurs propositions de prix (non-manuscrites) sous enveloppes scellées, au plus tard le 25 Avril 2014 à 16h00 soit au bureau commun des Nations Unies à Pointe Noire à l'adresse ci-dessus indiquée, notamment au personnel UNFPA ou encore au secrétariat de l'UNFPA, sis Rue Crampel (face BDEAC), Plateau Centre Ville, Brazzaville.

L'enveloppe doit être adressée à **Madame la Représentante de l'UNFPA, BP : 19012 Brazzaville, République du Congo et doit porter la mention « Vente aux enchères ADMIN/01/14 -R».**

L'adjudicataire retenu sera contacté pour paiement comptant de la totalité du montant adjugé dans les 7 jours qui suivent la notification. L'enlèvement à la charge de l'adjudicataire doit s'effectuer dans les 15 jours après le paiement. Toutefois, une demande motivée de prolongation de délai d'enlèvement peut être acceptée par la Représentante ou son mandataire. En cas de carence du premier adjudicataire, le second est d'office jugé recevable.

Aucune quelconque réclamation ne sera acceptée après enlèvement.

Fait à Brazzaville, le 20 Mars 2014
Barbara Laurenceau
Représentante de l'UNFPA au Congo

**Pas de crédit ?
Garde le SOURIRE avec**

**WARID
SMILE-V-NGA**

Appelle maintenant, Paie plus tard.


Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action



Allianz  **Communiqué de presse**

Cher assuré, Cher client,

La loi N° 41-2012 du 29 Décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 a restauré l'obligation d'assurances de tous vos biens en importation par une compagnie localement agréée en République du Congo.

En complément, nous vous informons que la note de service n° 0136 / MEFPPPI/DGDDI-DRC du 24 Février 2014 applicable à effet du 1er Avril 2014 établit une obligation de certification 'CERCORED' des Certificats d'Assurances Transport pour toutes vos marchandises en Importation.

Dans l'attente d'une nouvelle approche et afin de répondre dans l'immédiat à l'ensemble de vos obligations, Allianz Congo Assurances a mis en place une cellule spéciale « Transport - Dédouanement ».

1/ Certificat Transport – Dédouanement disponible à notre siège, à notre délégation de Brazzaville, à notre Agence Générale Charles de Gaulle à Pointe Noire et chez tous les intermédiaires agréés à la vente des offres Allianz,

2/ Comment se les procurer ?

- en vous rendant dans nos bureaux,
Pointe Noire : Avenue Pembellot – Immeuble GABRIELA (derrière la banque BCI)
Brazzaville : Marché plateau Ville – Immeuble EBATHA (ex Trésor)
- Chez tous les intermédiaires agréés Allianz

3/ Cellule tarification ou devis ?
Écrire au service Transport : service.production@allianz-cg.com ou contacter votre intermédiaire habituel,

4/ Des difficultés rencontrées ?
Écrire au service réclamation : allianz.congo@allianz-cg.com ou contacter votre intermédiaire habituel,



Allianz avec vous de A à Z

**Administrateur Directeur Général
Philippe AUDOUIN**

NÉCROLOGIE

Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Mme Botoké, née Ngoko Malongo Emma Angel et les enfants Botoké, ont la profonde douleur d'annoncer à : Messieurs Mouyabi Jean, Moukoko Victor et Ngoko Jean Jacques, la veuve Ngoko Antoine, au pasteur Mbougou-Mouyabi, aux amis et connaissances, le décès de leur Fils, père, mari, beau-frère, Botoké Casimir, chef du cabinet du directeur général des Douanes, survenu subitement le 6 avril 2014 au CHU de Brazzaville. La veillée funèbre se tient au N°6 de la rue Nicolas Claver, quartier NKombo, vers la télévision Nationale Congolaise, à l'arrêt des bus Nkombo, vers les deux stations jumelles. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



EQUATORIAL  **CONGO MINING** 

NOTE DE CONDOLÉANCES DE LA SOCIÉTÉ POUR LA MAMAN DE FLORENT DECKOUS

La Direction de la société Equatorial Resources Limited, sa filiale Congo Mining et tout le personnel présentent à Monsieur Florent DECKOUS, Directeur – Responsable des Liaisons Gouvernementales et Nouveaux Projets, toutes leurs condoléances, suite à la disparition de sa maman. Monsieur Deckous, toute l'équipe de Congo Mining est de tout cœur avec vous. Que Dieu vous fortifie dans cette douloureuse épreuve.

NOTE PERSONNELLE DE CONDOLÉANCES DE JOHN WELBORN POUR LA MAMAN DE FLORENT DECKOUS

C'est avec émotion que j'apprends la triste nouvelle qu'après une longue maladie, la mère de mon collègue et ami, et fondateur de la société Congo Mining, M. Florent Deckous, est décédée la semaine dernière. Chaque mère est unique et sa disparition cruelle. C'est une étape de la vie qui s'achève, un recours, un abri, un réconfort qui disparaît.

BUROTOP IRIS    

**Non seulement la meilleure qualité
mais en plus le moins cher au Congo !**

**Multiprise APC
parafoudre parasurtenseur
à 9.900 FCFA HT**

**Clé USB 8 Go
à 3.900 FCFA HT**

**Cartouche HP 122
à 7.500 FCFA HT**

**et bien d'autres produits
à des prix défiant toute concurrence !**

www.burotop.com

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

*Prix HT, paiement au comptant ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

TRADE MARK

Heineken[®]
open your world


UEFA
**CHAMPIONS
LEAGUE**[®]



— EN ROUTE POUR LA —
FINALE



RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS	RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS
1793		Tiers	1877		LEKOULA Christian
1794		M LOULENDO André	1878		OLIKALA Richard
1795		ZOBA MASSENGO	1879		NDOULOU Dave
1796		MILANDOU	1880		MOMBO Stanislas
1797		MANDZONDZO N'DOLOU Yvon	1881		MAMPASSI NGOMA Guy P
1798		BACKYTA Eudes Parfait	1882		KAYA Gérôme
1799		Tiers	1883		MVOUMBI Etienne
1800		SPEED SERVICES & AUTRES	1884		MBIMI Dubien
1801		KOUKA Palesti	1885		BOUKOUNGOU Fabrice
1802		Tiers	1886		MAKOSSO Parfait
1803		MASSAMBA Alain Désiré	1887		MADILA Arsène
1804		MBALA	1888		NSAMBILA Jacques
1805		Tiers	1889		MOUTALENO Guy Aimé
1806			1890		LOEMBA Malyk
1807	MARIAM DIOP	MISSAKIDI NZADI & MAKILA N	1891		MAVOUNGOU Jean - Claude
1808		STE TOTAL E.P Congo	1892		MBOUNGOU Paul
1809		Tiers	1893		MASSALA Jean - Pierre
1810		Tiers	1894		POUNGA MOUKENGUE
1811		NSOUKA Filston	1895		VAOU Patrick
1812		Tiers	1896		PAMA Richard
1813		Tiers	1897		MAKAYA Joseph
1814		NDEBI MBOUMBA Nelvie	1898		TATI NZAMBA
1815		MAVOUNGOU Christ	1899		TCHILAMBOU Jules
1816		NGUIMBI	1900		MOUGUENGUE Martin
1817		MIEKOUNTIMA NZOUNGOU	1901		ELENGA Gilbert
1818		MAVOUNGOU Thythy	1902		MABONZO Cyr
1819		Tiers	1903		MBOLO Marc
1820		BIDZABOU BANTSIMBA	1904		NGOJALA S
1821		BGFI BANK	1905		NGOUMA BAKALA
1822		MOLOUKA Grégoire	1906		MOUTSINGA Elie
1823		BALONGUIDI A.	1907		NGUEBAKANA B
1824		BOUTIQUE CELESTE ET SOUDURE	1908		VOUNBY Hodier
1825		COULIBALY	1909		TCHYOKO Séverin
1826		MBERI AWA	1910		TCHKAYA Bienvenu
1827		MAHOUNGOU	1911		NDZIENGUE Gaël
1828			1912		NGOMA Ferry
1829	REGLT SIN N°13065/2/08 BOI-	BAKABA Séraphine	1913		NGOMA Blaise
1830	GUILLE DJIBRIL	PASSAGERS	1914		BINIAMA KENGUE Gallia
1831		L/M	1915		LOUWASSOU Djéck
1832	AGNIDE MOIBI	L/M	1916		HUGOT née NZABA
1833		L/M	1917		KIMINOUE Jean Claude
1834		L/M	1918		NOMBO GADARE Jean
1835		TIERS	1919		
1836		TIERS	1920		BOUETOUMOUSSA Kelly
1837		Mr LE MAIRE	1921	MATSONGA GUERRI	NZIENGUE Georges
1838		PUMA INTERNATIONAL	1922		NKENDJIE Thérèse
1839		BOSCONGO	1923		KONGA Marlette
1840		CFCO	1924		TRAORE
1841		CFCO	1925		
1842		MAKOSSO MAMBOU	1926		TSONA ELENGA
1843			1927	MOUDA CHIROU R	
1844			1928		
1845	CONGO SERVICES	NGOMA MAYO ERIC	1929	NZABA Marcel	
1846	CONGO SERVICES	SDV CONGO	1930	NGOMA Jean Jacques	
1847		MENDES	1931	ATTENMENOUE FAOFIKI	SETI Sylvie
1848		ELEVE MADIELE	1932	LOEMBERTH Joseph	NZAOU
1849			1933		NZANA BOBA
1850		AMONA J R	1934		
1851	LE BLEU DU CIEL	TIERS	1935		MADOU LATIFOU
1852		TIERS	1936	ENIANGA Alphonse	Mur
1853		TIERS	1937		TCHITEMBO Delphine
1854		TIERS	1938		MACKOUNDOU Guy
1855		TIERS	1939		MAYONGO Jean Baptiste
1856		TIERS	1940		PESSO Antoinette
1857		TIERS	1941		NKONKOU Placide
1858			1942		MAMPASSI Jean Théo
1859		TIERS	1943		BANTAGOUNA
1860	SOCOTRANS	TIERS	1944		OKANDZA AIME
1861		L/M	1945		DIAZENZA Bourdon
1862		L/M	1946		MBOUNGOU MBERI Julien
1863		L/M	1947		EBOUE
1864		L/M	1948		
1865		LUI-MEME	1949		LIKIBI Michel
1866		LUI-MEME	1950	MOUSILA SALA BANZI	MADANGUI Blaise
1867		TIERS	1951		
1868		L/M	1952		
1869		SIACI SAINT HONORE	1953	MAKOUELA Sylvestre	TPS
1870			1954	DIAKITE SEKOU	
1871		BATSA HELVICK BONACHI	1955		OKAMBA Pie X Colet
1872		NGASSAKI Christ	1956	NGUIMBI MOUELET	ASSANI KOLAWOLE
1873		NGONGO Franck Jourdan	1957		ALALEYE ROUKAYATOU
1874		KOUNDA Victor	1958		MOUKIE KOUBANZOULOU
1875		MAPENI Justin	1959		MOUTIE KOUBAZOULOU
1876		MIYALOU Freddy	1960		KIBANGUE Brice

PRESSE FRANCOPHONE

Jean Kouchner échange avec les journalistes congolais

Le secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone (UIPF) a séjourné à Brazzaville. Dans son agenda, la séance de travail d'environ deux heures qu'il eue, le 6 avril, avec la section du Congo, dans la salle de rédaction des Dépêches de Brazzaville.

«Les turbulences sont derrière nous», a déclaré celui qui a succédé, voici quelques mois, à Georges Gros. En effet, Jean Kouchner a rapidement expliqué le contexte dans lequel il a pris les rênes de l'Union. Journaliste lui-même, anciennement formateur au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (Paris), Jean Kouchner connaît donc bien la profession et les problèmes auxquels elle fait face. «Je veux notre échange sans tabou», a-t-il précisé à la trentaine de journalistes de Brazzaville et de Pointe-Noire qui ont pris part à cette séance.

C'est ainsi, quelques intervenants, notamment ceux de Télé pour tous (TPT) de Pointe-Noire et la Griffes, ont évoqué la redevance audio-visuelle dont les retombées ne sont pas évidentes ; les sanctions que subissent les journalistes et les médias ces derniers mois, les menaces qui pèsent sur certains professionnels et, bien sûr, l'éternel problème de formation. «Même en France, la presse n'est pas aussi libre qu'on ne le croit», a répondu Jean Kouchner qui s'appuyant sur le récent rapport de reporters sans frontières, a ajouté que «La France occupe le 35^e rang mondial» dans le classement publié par cette organisation. «Il nous faut discuter avec les parlementaires et leur partager notre conception des

choses. Appelés à statuer sur les lois, ils ont besoin de l'éclairage des bénéficiaires de ces lois pour décider en toute connaissance de cause», a-t-il souhaité.

«Regards croisés sur la presse congolaise»

Cette séance de travail à laquelle a pris part le Chargé des programmes médias à l'Organisation internationale de la Francophonie, Tidiane Diop, a permis aussi à la section-Congo de l'UIPF de dresser le bilan de ses activités. Adrien Wayi qui en assure la présidence a énuméré les différentes activités organisées. Il s'agit de la remise des prix aux meilleurs de la profession, le 27 février dernier, des cérémonies en mémoire des figures de la presse francophone et des artistes disparus (le cas de Pius Njawa et Tabu Ley), etc. Il a dit la nécessité de rendre visible la structure au niveau national et annoncé la tenue, avant le 3 mai, d'un focus, «Regards croisés sur la presse congolaise», qui permettra aux acteurs impliqués de porter une réflexion objective sur l'état du secteur aujourd'hui.

Le fait du jour ayant fait l'objet d'une interpellation par Kouchner : le petit nombre de femmes présentes à cette séance du samedi. «Nous devons travailler à l'équilibre hommes-femmes», a proposé le patron de l'UIPF. Annonçant un retour aux meilleurs amours avec l'OIF et un rétablissement des liens avec RSF, Jean Kouchner a conclu sur une note optimiste d'une UIPF désormais plus allante et engagée.

Francis Wabout

VATICAN

Les polices du monde entier vont se retrouver autour du pape

Pendant deux jours, les responsables des polices du monde vont participer à une concertation autour du pape François.

La rencontre de mercredi et jeudi prochains est très insolite, mais s'insère logiquement dans la démarche du pape argentin qui bouscule décidément les habitudes. C'est lui qui a invité les responsables d'Interpol (police internationale) à venir au Vatican réfléchir sur les moyens de combattre contre la traite des êtres humains qu'il qualifie d'«esclavage des temps modernes». La pensée du chef de l'Église sur cette question est d'une remarquable cohérence et la rencontre de mercredi, pour médiatique qu'elle soit, n'est que la suite d'une première réunion d'évaluation tenue il y a six mois. Depuis son arrivée au pontificat, le pape n'a eu de cesse d'interpeller la communauté internationale sur, par exemple, le drame de l'immigration clandestine. On se rappelle que le 8 juillet de l'an dernier, il avait improvisé une visite à Lampedusa, petit port de Sicile (sud de l'Italie) devenu synonyme de drames effroyables pour les immigrés. Il s'y était

rendu pour jeter un bouquet de fleurs dans la mer et «pleurer sur les 20 000 morts anonymes» par noyade. Il y avait dénoncé «une globalisation de l'indifférence» qui avait bouleversé le monde.

De sorte que lorsque, trois mois plus tard, plus de 300 immigrés se noieront toujours au même port de Lampedusa, «la porte de l'Europe», la mobilisation des autorités sera visible. L'Italie décrètera un deuil national et offrira, maigre consolation, des funérailles nationales aux 366 morts certifiés. Le président de la Commission européenne se rendra sur place avec 30 millions d'euros d'aide à la petite commune. Il ne fait aucun doute aujourd'hui que le pape, lui-même fils d'immigrés italiens en Argentine, montre une extrême sensibilité face au drame de ceux qui n'ont pour tort que d'aller «chercher de meilleures conditions de vie ailleurs». Économiques ou politiques.

Sur ce terreau, des trafiquants de tous bords réalisent de juteuses affaires. Dans les pays de départ, les candidats à l'immigration doivent payer, cher, pour sortir ou traverser. Dans les pays de transit, notamment sur le pourtour méditerranéen, ils se font racketter, violer, violenter ou arnaquer

de mille manières pour pouvoir atteindre les premières côtes de l'Europe, souvent l'Italie (Lampedusa), mais aussi l'Espagne (par le Maroc). Une conférence tenue au Vatican il y a quelques semaines montrait, photos à l'appui, que ces immigrants pouvaient être tués pour leurs organes, alors qu'un orphelinat géré par une association d'Érythréens en Côte d'Ivoire accueille aujourd'hui plus de 1 000 enfants nés du viol de leurs mères par des policiers de toutes nationalités.

Au drame de ceux qui sont victimes directes, s'ajoute celui des victimes consentantes. En Italie, il ne se passe pas de jour que l'on ne découvre le corps d'une prostituée sans vie, nigériane ou ukrainienne, venue «travailler» pour des souteneurs qui tiennent les filières. C'est sur eux que le pape entend attirer l'attention des limiers ; faire en sorte que ce trafic cesse. La rencontre de mercredi sera en fait la deuxième du genre depuis octobre dernier et le drame de Lampedusa.

Et le 17 mars dernier, catholiques, anglicans et musulmans ont signé une déclaration conjointe les engageant à lutter contre cette traite.

Lucien Mpama



ANNONCE

Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente du 14 avril au 14 juin 2014, l'exposition spéciale de l'artiste peintre-sculpteuse congolaise, Rhode Bath-Schéba Makoumbou. Thème de l'exposition : Du rappel au repère » sculptures contemporaines. Adresse: 84, bld Denis Sassou N'Guesso, Immeuble Les Manguiers (Mpila) dans l'enceinte "Des Dépêches de Brazzaville"



Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!



**SIÈGE: AVENUE FELIX EBOUE, IMMEUBLE « LE 5 FEVRIER 1979 » BP 2818
CENTRE VILLE - CONGO BRAZZAVILLE
AGENCE DE POINTE-NOIRE: ZONE PORT, 26; RUE SIKOU DOUME PRES DE L'HOTEL LE FEZ BP 664- Tel: 06 668 11 53
AGENCE DE BRAZZAVILLE: ZONE DE FRET DE L'AEROPORT MAYA MAYA BP 2318- TEL: 06 668 11 45**

COMMISSIONNAIRE EN DOUANE COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT CONSIGNATAIRE
AGRÉE CEMAC

geoworks-group.com



contact@geoworks-group.com

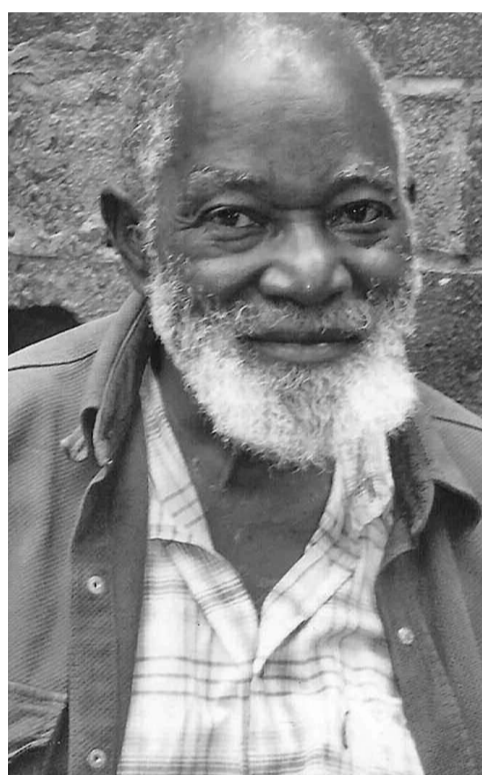
RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS	RANG DEF	NOM ASSURÉ	TIERS
1961		MAKITA Jean René	2045		LUZAYISU
1962		MOUELE MAHOUNGOU	2046	CONGO BEST OIL	NDOKI Clyde
1963		NDZALE ROMEO	2047		BANGOU Espoir
1964		DISSOULAMA Lucie	2048		KOUBEMBA Joveline
1965		MOUSSITOU MAVINGA	2049		BATCHY TOME José
1966		IVEMBI Brice Roméo	2050		MAKAYA Billar
1967		MOUMBOULI BHIO	2051		MBAZOULOU Arsène
1968			2052		DADZIE MIKOE
1969			2053		MATIMA & KOKO Félicité
1970	BANZOUZI Jacques	NZITA Marcelle	2054		
1971	BASSADILA Jean Pierre	NSENI Dapton	2055		Sté SOPECO
1972			2056	MAYOMA Sylver	MAHOUNGOU
1973		IESM	2057		
1974	SILOU Françoise	TODE MEDETOUGMON	2058		
1975		HOTEL SAINT JACQUES	2059	KOUA KAMBA Charles	ONDZE Donald
1976		MAYIMA Ortega & Autres	2060	DIKAMONA BATANTOU Roseline	
1977		BABAKO Gustave	2061		
1978			2062	DELAU DAGLORIA Maria	MALONGA SERGES
1979		OUAMBA Ulrich	2063	NGOULOU Jean Marie	IBRAHIM NDIAYE
1980	LIMOGES Bastian		2064		KOUMBA Charlotte
1981		ECKOTO Armel	2065		ENI CONGO
1982	STE AFRIC	LOUAMBA	2066		
1983		ADISSA ADEDJI	2067		KOZOMBO Martial
1984			2068	TAS LOSGISTIQUE	SCAB CONGO
1985		MAYALA Alice	2069		ADAMA DJIBRIL
1986	TSIKA TSIKA Giscard	NKAYA Etienne	2070		KABIKISSA Claver
1987			2071		KOUMBA Paternie
1988		TCHICAYA Audrey	2072		BRASSERIE DU CONGO
1989	BA ABOU ABDOUL		2073		
1990			2074		MABOULOU
1991	TCHITEMBO TCHICAYA	TATI Michelle G	2075	TCHICAYA FOUNDZIE	MABOUKOU
1992	MOUANGA MABETA Angeleme	NSONDE MONDZIE Philippe	2076		MBITSI FADI CHRIS
1993		STE STHIC	2077		LOEMBA MALONDA
1994		DJABI AMADOU	2078		
1995			2079		NZOULOU ERIC JOSE
1996		KINKOLO BOMA	2080	NSEMI Louis	TOMBET HERMAN
1997	ADEKEPDJOU NAFIOU	ENFT MAVOUNGOU	2081		NOMBO MOUELET
1998		MVOUEBE François	2082		OBA ITOUA DEXTIER
1999		OUAMBA Chanelle	2083		YEMAYO DESTIN
2000		PAMBOU	2084		MPASSI CHANEL
2001			2085		TSOUNGOU GHISLAIN
2002		ANDZOUANA MESSI LOIC	2086		KELOUKA ANDRE
2003	KHGTA SEHOLAUT P	IYOU Bob Richard	2087		MBIMI BERTRAND DAVYS
2004		SOUROUMA MOHAMED	2088		KARIKI ROLAND
2005		LOEMBE Cyr Marie	2089		NAKOUZEBI LOUEMBE
2006		TCHIVANGA Etimar	2090		MBIMI BERTRAND
2007		ENFT SAKOU	2091		NGOYI BLAISE
2008		MISSILOU Aymard	2092		TSIKA SERGES
2009		IGNOUMBA BOUANGA	2093		DOUAGA AUGUSTE
2010			2094		TCHIBENE LOUISGOVIN
2011		BOUNGOU Price	2095		NGABI MARIOWEE
2012	NDELE MAMONA JOAO	DINGA Patient Destin	2096		MOMBO GUY ALAIN
2013		GAMBIE Jean Bruno	2097		NZIENGUI GAEL
2014		IKOLA YOKA Joséphine	2098		BANZOUZI CAREL
2015		MAMPEMBE Alphonse	2099	GUIDIERA CHEICKA	
2016			2100		NGOMA Arthur
2017		BAYAMDIBENE Edouard	2101		MINISTERE DE L'INDUSTRIE
2018	KOFOWOROLA SIDIKATOU	BOUFALA Simon	2102		MABICKA IBONI
2019		SOUMBOU	2103		KONDJI LUC
2020		NOUMBOU	2104	BIDOUNGA CAROLE M.	
2021		TRAORE YACOUBA	2105	KIESSE SAMBA Née KIMONEKENE	
2022			2106	KIETA SAMBA	
2023		DIABAKA Paternie A	2107		HESS FRANCIS
2024	NI2K		2108	FASSASSI ABOU	
2025		POBA POBA Lievain	2109		BIKOUTA CLAUDINE
2026	BAHANOUSSOU -SAYA	MAKOSSO KAMISSY	2110		MEDIOR ITALIA SRL.
2027		YEKA André	2111	POUOMOUTS	
2028			2112		SAMBA ALE
2029			2113	SINALD PHILIPPE	
2030	MUNYANGABE Pascal		2114	MOUFOUMA OKIA M.	
2031	SAYI Félicien		2115		ECOBENDOU JOHN
2032	DZOBOLO-KOUKARI		2116	POATY THEOPHILE	
2033	METRACO		2117	ATTEMENOU TAOFIKI	
2034	TCHIAMVO BOUITI née DIAZO		2118		DIMINA
2035	GLOBAL ENERGY	DJIBRIL	2119	MALONGA Sylvie	
2036	FEZU Félix	BUREAU VERITAS	2120	WEMBO ANSELME	
2037		MBOUMBA	2121		NGAI
2038		KOUMBA Charles	2122	OSSEBI DAURET	
2039		CFCO	2123	NGOMA BOULOUNGUIN	
2040		NKOUKA Ludovic	2124	NKARI FIDELE	
2041		NDOURI BERNARD	2125	ABDOULAYE FALL	
2042		BRAZINGA Albert	2126	AYOMA RICHARD	
2043		MIAKAKELA Modeste			
2044					

NÉCROLOGIE

Mme la ministre Yvonne Adélaïde Mougany, le colonel de police à la retraite Edgard Mougany et famille ont la profonde douleur de faire part du décès de leur patriarche Mougany Edouard survenu le 3 avril à Paris (France).

La Veillée se tient au n° 1802 avenue des Trois Martyrs Quartier Batignolles, non loin du croisement avec Le Boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, en face de la pharmacie Destin.

La date d'arrivée des restes mortels et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.

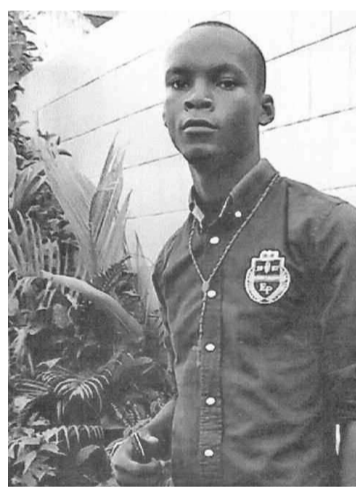


M. Twanga de Tidet Brice Murille et famille annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de Twanga Tidet Yala dia Fouetolo survenu le 1^{er} avril des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient à son domicile à Moukondzi Nguaka.

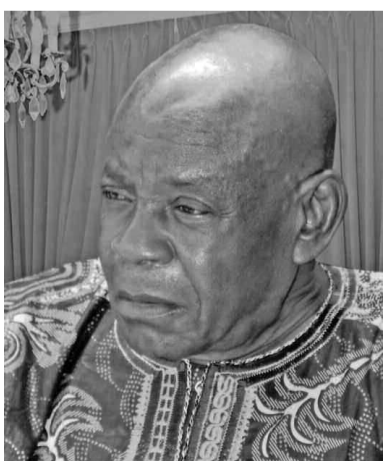
L'inhumation est prévue pour le vendredi 11 avril au cimetière Loukanga 2

Mme Charlotte Apendi et les enfants Adzodié (Dénise, Édith, Isabelle et Nély) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents de Boundji, Iyongo, Tokou, Makoua, Ouessou le décès de leur fils, neveu, petit-fils, Benes christna Kanga, survenu le vendredi 4 avril 2014 à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au n°171 de la rue Saint-Paul (arrêt de bus MboualéTalangai).



Programme des obsèques de Kokot Mollang Michel

- Noémie Kokot journaliste à Tété-Congo
- Monsieur Mollang Moke Charles Edgard
- Les enfants Kokot
- Les familles Seckolet, Mounteka, Informent, parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Monsieur é Kokot Mollang Michel, ancien militaire retraité, décès survenu le mercredi 2 avril 2014 se présente comme suit :



Date : jeudi 10 avril 2014

- 9h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h : recueillement au domicile familial sis au numéro 141 de la rue Saint-Paul (arrêt de bus boulangerie, Petit chose) Talangai.
- 11h : animation et danse traditionnelle
- 14h 30 : départ de la dépouille mortuaire au cimetière privé Bouka
- 16h : retour et fin de la cérémonie

CINÉMA

La tournée de promotion de la série «Aimé malgré lui» commence à Brazzaville

Les spectateurs congolais ont représenté la part d'audience la plus importante lors de la diffusion de la série Aimé malgré lui sur la chaîne de télévision TV5MONDE+ Afrique. Pour conforter ce succès, l'équipe de la série a choisi Brazzaville pour lancer une tournée promotionnelle qui la conduira, du 27mars au 17 avril, à Kinshasa, Goma, Lubumbashi, Abidjan et Douala

Le réalisateur Didier Ndenga accompagné des acteurs Habi Touré (Lindsay), Ray Reboul (Jack), Émile Abossolo-Mbo (Roger) ont dévoilé devant la presse les contours de cette série qui compte déjà 42 épisodes en 4 saisons, produite par HD Production depuis 2010.

«Pour nous, acteurs, réalisateur, productrice, le cinéma nous tient à cœur ainsi que les différentes formes d'expression du cinéma en Afrique. Brazzaville est une plaque tournante sur le plan historique et culturel. C'est le territoire de noms prestigieux comme Franklin Boukaka, Sony Labou Tansi, Emmanuel Dongala, Henri Lopes. Il y a ici des hommes et des femmes de culture, et qui dit cinéma dit culture. Nous sommes ici au cœur de l'Afrique», a

indiqué Émile Abossolo-Mbo. Après la projection de quelques épisodes inédits à Brazzaville, en janvier, dans le cadre du Festival du film des femmes africaines Tazama, la co-productrice et actrice centrafricaine Habi Touré a été étonnée par le succès que la série

Le but de cette tournée est, entre autres, de trouver des partenaires et des chaînes de télévision à travers l'Afrique qui permettraient une large diffusion de la série. Aimé malgré lui traite de l'abandon de la famille et de l'égoïsme. Le père de Jack, personnage prin-



L'équipe de la série "Aime Malgre lui"

rencontrait à Brazzaville. Il était donc naturel d'y commencer la tournée de promotion.

«À la base, Aimé malgré lui était un long métrage. J'avais parlé de l'histoire de Jack et de Lindsay avec Didier, que j'ai rencontré il y a très longtemps sur un tournage. Il a suggéré d'en faire une série : l'histoire est riche et un long métrage risque de la couper court. Et donc, avec Didier, nous avons mis en place la série», a-t-elle expliqué.

cial, est un homme riche qui croit pouvoir tout acheter avec ce qu'il possède. «Cette histoire m'a été inspirée par la réalité. J'ai connu dans mon parcours ce genre d'histoire de séparation de famille. Personnellement, je suis Centrafricaine et Sénégalaise et mon attachement à la famille m'a permis d'écrire ce scénario, car pour moi l'Afrique, c'est l'union», a encore expliqué Habi Touré.

Hermione Désirée Ngoma

Les quatre autres films du projet Tozali projetés à l'IFC

Après la projection des quatre premiers films du Projet Tozali il ya un mois, la soirée du 4 avril a été consacré à la présentation au public des quatre autres films qui constituent la collection. Elle s'est déroulée à l'institut français du Congo dans une salle pleine à craquer.

Pour cette deuxième séance il s'agit de Passion et devoir de Clément Montissa qui met au centre de son documentaire la problématique du recyclage des bouteilles dans les décharges publiques. Un homme deux femmes d'Alain Kodja qui peint le sombre tableau d'un homme partagé entre la polygamie et le matérialisme ; Mensonge Legal d'Amog Lemra qui traite de la question de la cherté de la dot dans nos sociétés. Enfin

la Gayloise d'Amour Saveur qui met en lumière la perte des racines d'une fille ayant séjournée en France.

L'expérience Tozali a été une réussite qui a prouvé que les

fici d'aucun financement sauf celui de l'institut français du Congo qui a tenu à accompagner l'initiative ; n'a été rendu possible que grâce à la volonté de ces jeunes réalisateurs à vouloir donner une



congolais ressentent le besoin de voir de films qui leur ressemblent. Le résultat de ce projet qui n'a bénéf-

autre image du cinéma congolais, dire qu'ils existent.

H.D.Ng.

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Un expert de la Fifa attendu à Brazzaville pour la pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat

Arnaud Louveau, délégué par le directeur régional du bureau de développement de la Fédération internationale de football association (FIFA)- Afrique centrale, sera dans la capitale congolaise le 29 mai pour la visite du terrain sur lequel la FIFA entend implanter une pelouse artificielle. L'information a été donnée ce 8 avril par la Fédération congolaise de football. Au cours de cette visite d'inspection au stade Alphonse-Massamba-Débat, la Fécofoot donnera à l'expert la date à laquelle il reviendra poser la pelouse synthétique. La durée de l'opération est estimée à 37 jours. L'installation de la pelouse synthétique coïncidera avec la fin de la phase aller du championnat national d'Élite 1. Les équipes engagées au championnat national et le public sportif brazzavillois devront prendre leur mal en patience...

James Golden Eloué

PROCÈS BEMBA

En attente des preuves de la procureure et des victimes

Aucune date n'est cependant fixée pour les plaidoiries et les réquisitoires finaux.

Le procès Jean Pierre Bemba à la Cour pénale internationale (CPI) poursuit son bonhomme de chemin. Après la dernière vague judiciaire suscitée par l'inculpation de Me Aimé Kilolo (l'ex-avocat du chairman) et de Fidèle Babala, un de ses fidèles lieutenants, l'heure est à la présentation des éléments de preuve. La procédure de dépôt de preuves ouverte depuis le 7 avril va se clôturer le 2 juin prochain, apprend-on des sources de la CPI. Concrètement, il s'agira pour la procureure et les représentants des victimes de présen-

ter par écrit leurs conclusions, ou mieux d'articuler tout l'argumentaire tendant à éclairer la lanterne des juges sur la culpabilité du prévenu. Après cette étape, la possibilité sera donnée à la défense d'apporter elle aussi ses éléments de preuve pour confrontation. Quatre mois après l'audition du dernier témoin dans cette affaire, les choses ont l'air de s'accélérer dans ce procès qui tient en haleine l'opinion congolaise depuis plusieurs années déjà. Cependant, aucune date n'a été fixée pour les plaidoiries et les réquisitoires finaux, mais tout ce que l'on sait c'est que si les choses se passaient normalement, il y a lieu que



Jean Pierre Bemba

les ultimes audiences se tiennent d'ici le mois d'octobre.

Cette procédure du dépôt des preuves intervient après l'audition à huis clos des témoins présentés par la procureure, la défense ainsi que par les juges de la CPI. Une séquence du procès marquée notamment par les procédures pour outrage à la Cour intentées contre deux personnages-clés proches de Jean Pierre Bemba, Me Aimé Kilolo et Fidèle Babala. Inculpés pour subornation des témoins, les précités avaient comparu le 27 novembre dernier et, en attente de leur jugement, leurs avocats devraient être gelés.

Alain Diasso

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Les magistrats conviés à respecter leur serment

Le Conseil supérieur de la magistrature s'engage, par ailleurs, en faveur des moyens qui seront mis à sa disposition, à faire tourner les chambres disciplinaires en vue de sanctionner les éventuels cas de violation du serment.

Le discours du président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et premier président de la Cour suprême de justice à l'ouverture, le 7 avril, de la troisième session ordinaire de cette institution judiciaire a été essentiellement axé sur le sens du serment du magistrat. L'occasion était belle pour Jérôme Kitoko d'interpeller les siens sur le bien-fondé de leur profession tout en éveillant leur conscience par rapport à leur conduite. Cette présente session du CSM qui ira du 7 au 19 avril est conforme à la loi organique n°08/013 du 05 août 2008 portant organisation et fonctionnement du CSM en son alinéa 10. En présence des animateurs des institutions de la république, des ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques, hauts magistrats civils et militaires et de tant d'autres invités, Jérôme Kitoko a, dans une approche pédagogique, tenu à recadrer le concept. Le contenu du serment du magis-



Des magistrats prêtant leur serment

est « de confirmer le rattachement de sa fonction au service de la loi ». Rappelant en toute responsabilité la portée exacte de l'engagement solennel du magistrat avant d'entrer en fonction ou toutes les fois qu'il est appelé à de nouvelles fonctions ou change de juridiction ou office, Jérôme Kitoko a invité ses pairs à un sursaut d'orgueil. Il a martelé sur l'obligation qui est faite au magistrat qui, par-dessus tout, n'a pas de vie privée, de revoir son mode de vie ainsi que la manière d'exercer ses fonctions. « La personne du magistrat est

qu'intervenant à la veille de la réforme du pouvoir judiciaire avec la mise en œuvre de toutes les juridictions instituées par la Constitution et les lois de la République et de l'autonomisation du Budget du pouvoir judiciaire. Et dans la perspective de la promulgation de la loi portant procédure devant la Cour de cassation, de la loi portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle et celle portant organisation et fonctionnement du Conseil d'Etat, Jérôme Kitoko a exhorté le corps de la magistrature à plus d'abnégation et de dignité dans l'exercice de leur métier. « La réforme en cours qui ne laissera intact aucune juridiction, a besoin des hommes consciencieux de leur serment », a-t-il déclaré en substance. Et de déclarer que dorénavant, toute déviation ou violation du serment ne resteront pas impunies. Des moyens seront mis à la disposition du CSM afin de faire tourner en plein régime les chambres disciplinaires destinées à sanctionner les magistrats coupables de fautes professionnelles.

A.D.

La justice exhortée à servir les droits de l'Homme et la démocratie

L'appel a été lancé par l'Acaj à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire de l'assemblée générale du CSM.

Dans un communiqué publié le 7 avril, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a appelé les délégués à la session ordinaire de l'Assemblée générale du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) à se pencher sur les maux qui rongent le pouvoir judiciaire et d'adopter des stratégies efficaces devant les éradiquer.

Parmi ces tares, cette ONG a notamment relevé l'absence de démocratie et violation des textes légaux, la violation des droits des femmes magistrats mariées et le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire. L'Acaj a également proposé dans le registre de matières à traiter les promotions en grade et activité syndicale au sein de la magistrature ainsi que les révocations, mises à la retraite et réhabilitation des magistrats.

L'ONG a noté que dans le souci de renforcer cette indépendance du pouvoir judiciaire, nécessaire pour la protection effective des droits et libertés fondamentaux de citoyens, la Constitution a doté le pouvoir judiciaire du CSM composé des seuls magistrats. Mais dans la pratique, le pouvoir judiciaire ne fait pas montre d'indépendance vis-à-vis principalement du pouvoir exécutif. « Les condamnations des opposants politiques Jacques Chalupa et Eugène Diomi constituent des cas emblématiques de la main mise du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire », a souligné l'Acaj. Alors que sur l'absence de démocratie et violation des textes, cette association note que les délégués aux précédentes sessions organisées par la CSM ont fustigé le fait que c'est soit le bureau de cette structure qui dicte sa volonté à l'assemblée générale en censurant les résolutions que les participants ne reçoivent pas après les travaux.

À la suite de l'analyse faite sur la situation, l'Acaj a notamment exhorté le bureau du CSM de faire inscrire à l'ordre du jour l'évaluation de la mise en œuvre des résolutions adoptées au cours de trois dernières sessions et l'état des lieux de l'administration de la justice. L'ONG a également conseillé l'adoption d'une résolution rappelant la soumission de tous les magistrats à l'autorité de la loi, aux principes d'un État de droit et de la démocratie, et la défense de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

L'Acaj a aussi sollicité l'adoption d'une résolution demandant au bureau de nommer des nouveaux membres du secrétariat permanent répondant aux critères légaux et rapporter les décisions mutant des femmes magistrats mariées sans leur avis préalable ainsi que l'engagement du bureau à obtenir des moyens financiers pour payer les frais de transports et d'installation des magistrats civils et militaires et leurs familles. De plus, elle a exhorté à l'adoption des prévisions budgétaires du pouvoir judiciaire pour l'exercice 2014-2015 ainsi que des stratégies de plaidoyer et suivi pour leur prise en compte intégrale dans le budget général de l'État, etc.

Lucien Dianzenza

« la magistrature n'est pas un corps de métier ordinaire, mais plutôt une sorte de sacerdoce, on y entre en réponse à une vocation et porté par une conviction »

trat en RDC selon qu'il est civil ou militaire, a-t-il indiqué, « est le même tant pour le tribunal que pour le parquet, tous étant assujettis aux mêmes obligations d'impartialité, de compétence, de diligence et de dignité, de loyauté et de respect de la Constitution ». Après s'être appesanti sur la définition et les catégories des serments, l'orateur du jour a soutenu que l'objectif primordial du serment

la clé du bon fonctionnement de la justice en RDC comme partout ailleurs », a déclaré d'emblée Jérôme Kitoko avant de préciser que « la magistrature n'est pas un corps de métier ordinaire, mais plutôt une sorte de sacerdoce, on y entre en réponse à une vocation et porté par une conviction ». L'exhortation du président du CSM valait la chandelle parce

RDC

Le pays appelé à cesser d'être un État maffieux

Les ONG craignent que les recommandations de la deuxième conférence minière organisée à Goma ne soient pas mises en œuvre et que la mise en œuvre du processus de l'Itie en République démocratique du Congo (RDC) ne soit qu'un trompe l'œil pour la communauté internationale.

Dans une réaction de fin mars, en marge de la conférence minière de Goma, les ONG membres de la Plate-forme pour la défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC/RDC) ont appelé la RDC à cesser d'être un État maffieux.

Dans leur exhortation, ces organisations ont conseillé au chef de l'État de se démarquer des membres du gouvernement qui sont impliqués dans la passation des contrats miniers opaques avec des entreprises domiciliées dans les îles vierges et que les identités de tous les actionnaires de ces entreprises soient divulguées. Le président de la République a également été appelé à veiller à ce que les conférences minières ne soient pas une occasion de dilapider inutilement les fonds du trésor public et que les recommandations soient de stricte application.

Le gouvernement, de son côté, a été invité à accélérer la réforme de la douane avec notamment la création d'une commission tripartite de lutte contre la fraude



Chargement des minerais sur une benne

douanière dans le domaine minier qui sera composée de la société civile, des représentants des entreprises minières et des représentants du pouvoir public particulièrement dans la province du Katanga. Les ONG ont également sollicité du gouvernement la mise à leur disposition des rapports BDO ainsi que les rapports d'audit des partenariats de la Gécamines, pour vérifier le respect des normes internationales en la matière et exiger que soit évaluée sans complaisance la participation de la tripartite au sein de l'Itie/RDC. Ces ONG ont, par ailleurs, demandé au conseil d'administra-

tion de l'Itie d'exiger plus de documentation du rapport Itie 2011 avec notamment les rapports d'audit, la publication des véritables propriétaires des parts dans les entreprises acquéreuses des gisements et parts sociales issus de la vente des entreprises publiques de la RDC et la mise en œuvre d'une feuille de route négociée et contraignante pour améliorer la transparence, particulièrement dans la filière cuivre-cobalt.

Un constat amer

La plate-forme a noté l'institutionnalisation de la fraude douanière malgré les réformes et la

mise en place d'une commission de lutte contre la fraude douanière et les évasions fiscales. Ces ONG ont appuyé leur réaction par le constat d'une volonté manifeste du pays à conclure un certain nombre des contrats miniers avec les entreprises installées dans les paradis fiscaux ainsi que sur son incapacité à collecter des impôts et taxes ainsi qu'à effectuer des audits des immobilisés, productions et exportations des entreprises pour connaître la taille réelle des investissements, les coûts et la quantité de la production faisant du Code minier et de son règlement des instru-

ments de pauvreté.

Les ONG ont également relevé l'incapacité de la RDC d'impulser son développement à travers l'exploitation des ressources naturelles alors que la production du cuivre de l'année 2013 a atteint 980 000 tonnes, production non réalisée même du temps où la Gécamines était à sa plus haute production.

DESC/RDC a, en outre, noté la relance de l'industrie minière, mais la plate-forme a regretté la préférence de l'État congolais à « vendre d'importants gisements miniers à vils prix à des sociétés écrans, qui les revendent ensuite à des sociétés minières internationales, souvent cotées en bourse, engrangeant ainsi d'importantes plus-values et d'importants manque à gagner pour le pays », ainsi que l'opacité dans la vente des parts sociales de la Gécamines et de la Sodimico, à des entreprises basées dans les îles vierges britanniques.

Ces organisations ont aussi regretté que les transactions ne profitent ni aux entreprises extractives ni à la majorité de la population, qui continue à croupir dans la misère, alors que les différents rapports du sénat ont démontré que les recettes de la RDC provenant du secteur minier échappaient totalement au trésor public qui accusait un manque à gagner de plus 60 %.

Lucien Dianzenza

CROISSANCE VERTE

Un mythe s'est effondré

L'Afrique se familiarise avec les concepts complémentaires « croissance verte » et « économie verte » qui deviennent une réalité dans la région.

La RDC a clôturé deux journées d'intenses échanges techniques, soit du 2 au 3 avril, sur cette matière en faisant intervenir des éminents chercheurs et experts mais aussi les décideurs, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement. Co-organisée par la Banque mondiale et le Partenariat mondial LEDS, sous le patronage du gouvernement congolais et l'appui financier du gouvernement allemand, cette rencontre a revêtu encore une fois un caractère régional, et les participants venant de l'espace francophone et anglophone ont tiré le meilleur enseignement des expériences de leurs pays respectifs. Pour rappel, l'idée était d'arriver à une mise en commun des meilleures pratiques sur les stratégies de développement sobre en carbone. À la clôture de cette rencontre, la moisson a semblé abondante. Toutefois, en guise de conclusion, les organisateurs n'ont pas recouru au tradi-

tionnel mot de clôture pour profiter davantage de l'assistance hétéroclite. Chaque participant a été invité de répondre à une série de questions sur le bien-fondé de l'atelier, les recommandations issues des échanges au sein des commissions et la nécessité d'organiser une prochaine édition. Il y a des pays prêts à consolider leur croissance verte, d'autres par contre n'ont pas classé ce défi comme une priorité même si leurs délégués présents à ces assises ont réitéré leur détermination à continuer la sensibilisation. Entre-temps, il est impérieux d'améliorer le projet qui se présente comme un projet intégrateur. Il est déjà question dès aujourd'hui d'évaluer objectivement le travail abattu et de se fixer des objectifs en s'interrogeant sur la durée des travaux, l'affluence, les appuis financiers et les échanges. De même, les organisateurs attendent aussi d'autres suggestions sur les commissions, les sessions parallèles, les futurs pays d'accueil, etc. Bref, les organisateurs ont annoncé leur désir de tenir compte du feedback.

Laurent Essolomwa

KIM PHARMA

Le laboratoire autorisé à reprendre ses activités

Il y a, jour pour jour, neuf mois que cette usine de fabrication des médicaments a été fermée sur ordre du ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, pour cause de non-respect de principes de fabrication des médicaments.

Il a été reproché à Kim Pharma de ne pas avoir un laboratoire de contrôle de qualité, d'être dépourvu d'un flux cohérent dans la fabrication des médicaments, de travailler dans un environnement insalubre et d'avoir des sanitaires non hygiéniques. Ce laboratoire devrait donc faire des travaux pour se conformer aux principes qu'exige une firme de fabrication des médicaments. C'est ce qui vient d'être fait et le ministre de la Santé publique s'en est rendu compte lors de sa visite dans cette firme pharmaceutique rénovée située au quartier Kingabwa dans la commune de Limete. Après avoir visité en compagnie des inspecteurs de la Police nationale congolaise et des inspecteurs de la Santé publique les différents compartiments de Kim Pharma, le Dr Félix Kabange Numbi autorise que ce laboratoire pharmaceutique reprenne ses activités. La joie a été perceptible sur le visage des agents de cette firme qui ont été en chômage pendant neuf mois. Le ministre de la Santé publique a visité sous la direction du pharmacien responsable,

Mayangi, tout le circuit de fabrication des médicaments. Il est passé tour à tour par la salle d'entrée des matières premières, la salle de fabrication, la salle de mélange, de stockage des produits, etc. son constat est positif : « Tous les services ont été totalement réhabilités et équipés des machines répondant aux normes de fabrication des médicaments propres à la consommation. Même les sanitaires ont reçu leur cure de jouvence ». Content de ce qu'il a vu à Kim Pharma, le ministre de la Santé publique lève sa décision à la grande satisfaction de tout le personnel et promet de revenir souvent pour vérifier si Kim Pharma maintiendra le cap. Il a par ailleurs salué la détermination des responsables de faire de Kim Pharma un laboratoire répondant aux normes de fabrication. « Si toutes les usines pharmaceutiques améliorent leurs conditions de travail et de fabrication des produits, je pense qu'il n'existerait plus des médicaments impropres à la consommation », déclare le Dr Félix Kabange Numbi. Le pharmacien responsable Mayangi, pour sa part, content de voir son laboratoire rouvert a salué le travail qu'abat le gouvernement à travers le ministère de la Santé publique dans le cadre de l'assainissement du secteur pharmaceutique.

Aline Nzunzi

BAS-CONGO

Le gouvernement provincial invité à renforcer la lutte contre les maladies vectorielles

Les maladies vectorielles, qui ont constituées le thème de la journée mondiale célébrée le 7 avril, à savoir « Prévention des maladies à transmission vectorielle : petits mais dangereux », demeurent un lourd fardeau pour les populations démunies. Selon l'OMS, chaque année, plus d'un milliard de personnes sont infectées et plus d'un million meurent de maladies à transmission vectorielle.

Pour réduire l'ampleur des maladies vectorielles dont le paludisme, la dengue, la leishmaniose, la maladie de Lyme, la schistosomiase ou la fièvre jaune, la sensibilisation de la communauté et l'implication des décideurs sont capitales. C'est de cette manière qu'on pourrait sauver des vies et éviter bien des souffrances. Le médecin épidémiologiste de l'OMS-Bas-Congo, le Dr Berthe Kunku, s'est livré à cet exercice de sensibilisation et de plaidoyer. Elle a invité le gouvernement provincial et la population du Bas-Congo à prendre des mesures de protection contre les piqûres des insectes à l'origine de la propagation des maladies vectorielles dans cette province. Pour elle, la journée mondiale de la santé vise à sensibiliser la communauté contre la menace que présente un groupe de maladies transmises par des insectes et autres vecteurs tels que les moustiques, les phlébotomes et les gastéropodes d'eau douce transmettant le paludisme, la maladie du sommeil, la cécité des rivières, la bilharziose, l'éléphantiasis, la leishmaniose, la fièvre jaune, la dengue et le chikungunya. Le Dr Berthe Kunku a lu pour la circonstance le message du directeur régional de l'OMS, le Dr Luis Gomes Samba. Dans ce message, le directeur régional de l'OMS Afrique indique que les secteurs de l'environnement, de l'agriculture et les administrations locales sont appelés à accompagner le secteur sanitaire pour lutter contre ces maladies car en Afrique, « l'impact social et économique des maladies à transmission vectorielle est très élevé et les personnes les plus pauvres sont aussi les plus affectées. Déjà en 2012, poursuit le message, on dénombrait environ 564000 et 36500 décès imputables au paludisme et à la maladie du sommeil. » Quoiqu'on ait réalisé des progrès dans la lutte contre les maladies vectorielles, le directeur régional de l'OMS-Afrique reconnaît que des efforts sont à fournir. Il a, par ailleurs, invité la communauté à garder propre l'environnement pour empêcher la propagation des vecteurs de ces maladies: « Notre environnement doit être gardé propre et moins favorable à la multiplication et à la survie des vecteurs et la population doit utiliser la moustiquaire imprégnée d'insecticide pour éviter de se faire piquer ».

Aline Nzuzi

VERNISSAGE

Ôdewa, une artiste entre peinture et photographie

L'artiste belge d'origine congolaise expose ses œuvres à Kinshasa du 21 mars au 29 avril à l'espace Bilembo sur le thème « Femmes é Senss ».

Les œuvres d'Ôdewa sont un mélange de peinture et de photographie qui leur donnent une dimension particulière. Artiste passionnée et engagée, elle a commencé par la peinture avant d'intégrer par la suite le domaine de la photographie. Elle pratique désormais les deux dans un mélange de style original et innovant. C'est depuis son enfance que l'artiste réalise des peintures. Elle a ensuite fait une terminale spécialisée en arts plastiques, sans toutefois passer par une école des beaux arts. C'est lors d'une exposition collective à Bruxelles avec d'autres jeunes artistes belges qu'elle décide de se consacrer uniquement à l'art suite au bon accueil qui lui a été réservé par le public. Selon l'artiste, sa technique picturale fait d'un mélange de



Les œuvres d'Ôdewa sont imprimées sur du papier de riz

photo et de peinture imprimé sur du papier de riz, le support principal, confère à ses œuvres une légèreté, une profondeur et un dynamisme. À en croire Ôdewa, ce support correspond à sa personnalité et permet de créer une proximité visuelle et physique avec le public ainsi que de provoquer une interactivité (positive ou négative) avec lui.

Ambivalence de la femme

À Kinshasa, l'artiste réalise une exposition de photo-peinture représentant la femme congolaise dans tous ses états :

douceur, fragilité, force et tendresse. À travers cette exposition, l'artiste souhaite faire ressortir l'ambivalence de la personnalité féminine. Toutes ses œuvres, soutient Ôdewa, racontent des émotions et des vies qu'elle aurait voulu vivre. Après Kinshasa, l'artiste va exposer du 10 au 11 mai au Cercles de Lorraine à Bruxelles, à l'occasion du Salon national dédié aux femmes. En outre, à partir de mi-mai une dizaine de ses œuvres seront affichées sur les panneaux déroulant de l'aéroport de Ndjili à Kinshasa.

Patrick Kianimi

50E COUPE DU CONGO

Royal et Nord Sport représentent le Bas-Congo et l'Équateur

Les préliminaires de la 50e édition de la Coupe du Congo de football tirent progressivement à leurs fins dans les provinces du pays. Certains clubs qualifiés pour la phase des poules de cette compétition sont déjà connus.

L'on apprend que l'équipe de Royal de Mbandaka va représenter la province de l'Équateur après sa victoire, le 6 avril, à Mbandaka, sur TP Molunge aux tirs au but en finale des préliminaires pour cette province. À la fin du

temps réglementaire, les deux équipes étaient à égalité de zéro but partout. Et la formation de Nord Sport de Matadi a remporté la finale des préliminaires pour la province du Bas-Congo en battant l'équipe d'Arc-en-ciel par un but à zéro. C'est Toni Koko qui a inscrit l'unique but de la partie. L'on rappelle que Bukavu Dawa est le représentant de la province du Sud-Kivu après sa victoire sur l'AC Maika. JS Groupe Bazano est sorti de la province du Katanga en éliminant en fi-

nale des préliminaires l'équipe de Ruisseaux de Likasi. L'AS Dragons est le représentant de Kinshasa à la phase des poules. L'on rappelle que certains clubs du championnat national seront repêchés pour disputer la phase des poules de la 50e Coupe du Congo de football, avant la phase finale de cette compétition pour succéder au FC MK de Kinshasa, vainqueur de la 49e édition de la Coupe du Congo de football.

Martin Enyimo

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

DIVISION 1

V.Club bat Tshinkunku, Mazembe perd face à Don Bosco

L'AS V.Club a conforté sa place de leader du groupe B du championnat national de football -Division 1- en battant, le 5 avril, au stade Révérend-Père-Raphaël de la Kethule de Ryhove de Kinshasa, l'US Tshinkunku de Kananga par trois buts à un, en match de la 13e journée.

Les Dauphins Noirs ont plié la partie dès la première période, en dépit du fait que le coach Florent Ibenge avait fait tourner son effectif. Ainsi des cadres comme le gardien de but Hervé Lomboto, les défenseurs Mampuya, Kasereka, les milieux Munganga, etc. ont été laissés au repos. V.Club a ouvert le score à la 7e minute par Mbala Ndombe, alias Tshabalala. Ce dernier a doublé la mise à la 27e minute. Et le latéral gauche Lomalisa a marqué le troisième but des protégés du président général Gabriel Amisi Kumba, alias Tango Four, à la 34e minute. La fin de la première période est donc intervenue avec un solide avantage de trois buts à zéro en faveur des Dauphins Noirs de Kinshasa.

C'est en seconde période que Tshinkunku a réduit le score à la 72e minute par Lisamba sur une superbe balle arrêtée, hors de portée du gardien de but came-

rounais de V.Club, Nelson Lukong. Mais cette réduction du score a été sans conséquence sur l'issue de la partie. V.Club l'a finalement emporté par trois buts à un, à la grande satisfaction des supporters venus nombreux au stade pour apporter un soutien sans faille à leur équipe. Dans d'autre match disputé dans ce groupe B au cours de la semaine écoulée, Shark XI FC de Kinshasa a été tenu en échec par Lubumbashi Sport sur le score d'un but partout.

Au classement, V.Club est solidement assis sur le trône de leader du groupe B avec désormais 34 points engrangés. Tshinkunku demeure dans les profondeurs du classement, lanterne rouge. Sanga Balende est deuxième, suivi de Lubumbashi Sport, Shark XI FC. Daring Club Motema Pembe (vainqueur de Tshinkunku par 4-3) est cinquième de ce groupe B. Muungano est 6e, Rojolu 7e et Tshinkunku bon dernier.

Dans le groupe A, Mazembe a enregistré sa première et surprenante défaite, le 5 avril, au stade TP Mazembe de Lubumbashi, face à Don Bosco par deux buts à trois. Le Zambien Rainford Kalaba et Patrick



Vue du match perdu par Mazembe face à Don Bosco

Ilongo Ngasanya ont marqué du côté de Mazembe alors que le Zambien Luka Lungu a signé un triplé gagnant pour les Salésiens de Lubumbashi. Pour sa part, Lupopo a battu Makiso par forfait (3-0), car le club de Kisangani (pourtant victorieux de Nika à Kisangani) n'a pas pu faire le déplacement de Lubumbashi pour affronter Lupopo.

Lupopo est actuellement premier du groupe A avec 29 points. Mazembe et Don Bosco sont deuxième avec 28 points, mais

avec chacun un match en moins contre FC MK. Si les deux équipes remportent ces matchs, ils occuperont les deux premières places qualificatives pour les play-offs de la Division 1 avec chacune 31 points. Lupopo n'a visiblement plus son destin en main pour la suite de la compétition. Et des commentaires divers sont faits sur la défaite de Mazembe -dirigé par le gouverneur du Katanga Moïse Katumbi- face à Don Bosco conduit par le fils Champion Katumbi.

D'aucuns évoqueraient même un match de complaisance afin que Don Bosco engrangent suffisamment des points lui permettant de disputer les play-offs en finissant deuxième derrière Mazembe. L'on attend donc les matchs Mazembe contre FC MK et Don Bosco contre la même formation de MK de Kinshasa qui aurait écopé d'un forfait contre Dauphins Noirs de Goma pour n'avoir pas fait le voyage pour la province du Nord-Kivu.

Martin Enyimo

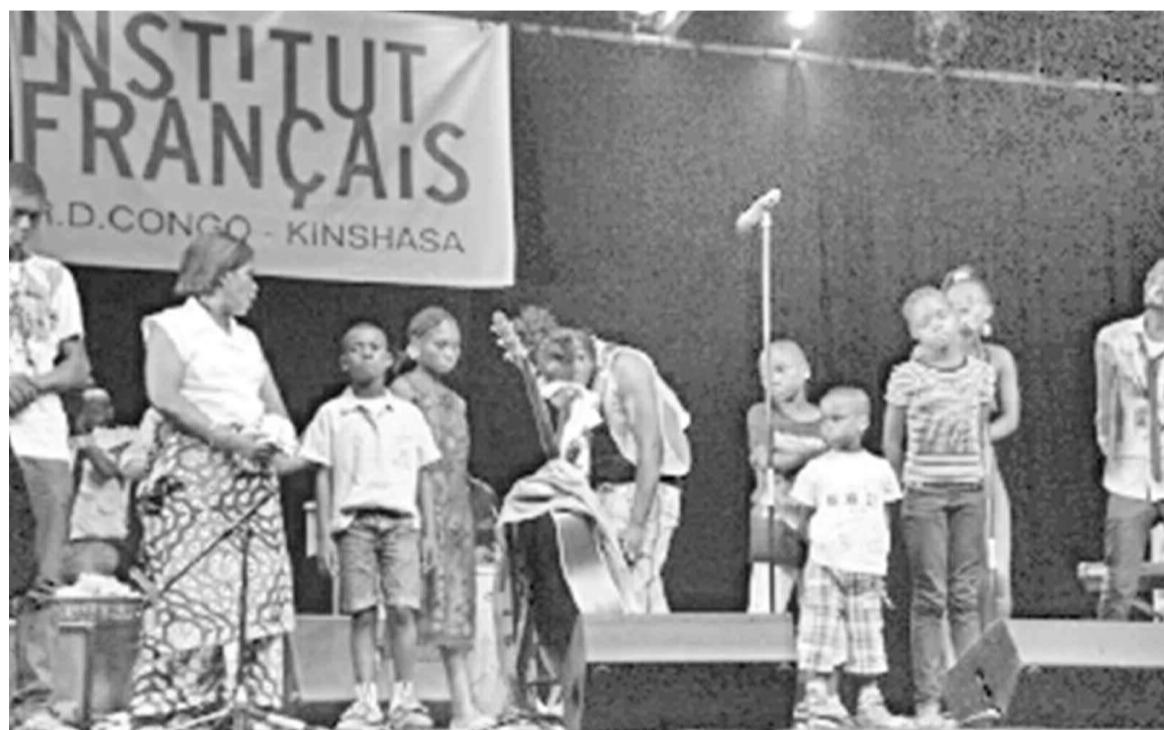
MUSIQUE

La «Pièce Tshimangologie guitare» fait un tabac

La symphonie exécutée à la fin du premier show d'Olivier Tshimanga par une bonne trentaine de guitaristes pendant à peine cinq minutes a manifesté une autre dimension du talent du jeune guitariste dont le doigté avait été apprécié à sa juste valeur les minutes précédentes au travers de sa prestation personnelle en solo le 5 avril à l'Institut français (IF).

Extrait d'un projet en évolution, la symphonie orchestrée par Olivier Tshimanga, une première au Congo et dans le monde, jouée par plus d'une trentaine de guitaristes a été un moment des plus inédits. Même à défaut d'avoir réuni les soixante prévus, plusieurs en sont convaincus, la réalisation de la «Pièce Tshimangologie guitare» tient d'un exploit. Il n'est aucun doute, jusqu'ici, le concert du 5 avril passe pour l'événement de l'année à la Halle de la Gombe.

De retour au pays après dix ans d'absence dévoué à sa carrière, le guitariste peut se réjouir d'avoir conquis les mélomanes car Kinshasa ne pouvait réserver meilleur accueil à la Tshimangologie. Acclamations et cris d'approbation ont accompagné, mieux, ponctué le spectacle où le musicien s'est laissé découvrir sous toutes ses facettes. Virtuose de la guitare et bon chanteur, c'est de façon spectaculaire, avec un brin d'humour en bonus, qu'il s'est offert au public nombreux et hétéroclite venu assister à son



Olivier Tshimanga en larmes au moment de l'appel de fonds, photo Kokolo

tout premier concert au pays.

Après le lever de rideau qui a donné l'occasion à Jewel Kanku de faire sa première grande apparition publique, Olivier Tshimanga est entré en scène. Le guitariste a fait son show en trois parties. Fort applaudie, son introduction remarquable en solo avait suffi pour mettre la Halle de la Gombe en grande effervescence. Pour cette première partie, l'accent était surtout mis sur le doigté du guitariste qui se tenait face au public sa guitare en bandoulière. Celui-ci a surtout apprécié son coup double, à savoir l'hommage à King Kester chanté sur le fond mu-

sical d'Human nature du feu King of Pop Michaël Jackson. Qui plus est, il était agréablement surpris par la note d'humour sur laquelle prenait fin l'entrée en matière. Un registre sur lequel la star n'était pas attendue mais où elle a su faire mouche avec les imitations de Papa Wemba et Étienne Tshisekedi.

Prémices de l'album Espoir

Prêt à entamer la seconde partie du show, Olivier Tshimanga annonce qu'il va prêter en compagnie du groupe Clé de fa avec la précision suivante : « *Je vais offrir les prémices de mon album* ». Ici, il en-

chaîne huit morceaux à commencer par une chanson d'amour en lingala. Le titre initial est suivi de Masoma ou merci en douala. Un air chanté en guise de remerciements à toutes les personnes qui l'ont encouragé à un moment ou un autre de sa carrière. Il signale alors : « *En fait, mon répertoire retrace mon histoire* ». Se succèdent ensuite un appel à garder espoir et à l'éveil des consciences; une recommandation à honorer les parents; un plaidoyer en faveur des enfants de la rue; une adresse au Très-Haut dont il implore la protection. Et c'est avec une pensée compatissante à l'égard

des femmes victimes de viol de l'Est qu'il a achevé cette belle balade musicale. Le guitariste profite du morceau pour clamer une fois de plus sa reconnaissance en faveur de ceux qui l'ont guidé dans les arcanes du métier. Il cite notamment Seck Bidens, Souzy Kassey et Maïka Munn d'ailleurs invités à le rejoindre sur la scène. Seul le dernier est aperçu peu après sur le podium jouant de la guitare avec un réel transport qui ne manque pas de plaire au public.

« *Nous sommes arrivés au moment fort* », avise ensuite Olivier qui rappelle alors le caractère humanitaire de son concert. Il fait appel à Maman Vuvu tenancière d'un orphelinat au Quartier 2 à N'Djili qui se fait accompagner de sept de ses pensionnaires. Il a suffi qu'ils se placent sur le podium pour que, sans un appel de fonds formel, se manifeste un élan de charité. Dès lors, l'on a vu plusieurs personnes, femmes, hommes et enfants de tous âges y défilier quitte à manifester leur soutien à la faveur de quelques billets de banque reçus avec humilité par Maman Vuvu. Le moment était particulièrement chargé d'émotions fortes. Olivier a fait preuve d'une grande sensibilité quand, debout au côté des enfants, il a versé des larmes. Un tableau fort touchant qui en a ému plus d'un d'autant plus que ses vains efforts pour faire bonne contenance l'ont trahi.

Nioni Masela

INTERCONNEXION FIBRE OPTIQUE CONGO-GABON

Les entreprises soumissionnaires édifiées sur le projet et le dossier à fournir

Dans l'optique de recevoir la meilleure réponse possible à l'appel d'offres concernant le projet Central African Backbone Communication Infrastructure and Technology Congo (CAB CIT-CG) de construction du réseau d'interconnexion frontalier en fibre optique entre le Congo et le Gabon, une rencontre a été organisée le 4 avril à Pointe-Noire afin d'apporter des éclaircissements aux entreprises soumissionnaires à ce projet co-financé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale.

La rencontre a réuni une vingtaine d'entreprises auxquelles le projet a été présenté par Luc Missidimbazi, coordonnateur du projet CAB CIT CG, qui a précisé les aspects administratifs et techniques du dossier d'appel d'offres. La séance de questions-réponses a permis de répondre aux préoccupations exprimées à l'issue de la visite de terrain effectuée le 31 mars dernier par les acteurs dudit projet et ces entreprises ainsi que sur certains aspects du dossier d'appel d'offres. Outre cette rencontre, les échanges entre les responsables du projet et les entreprises se feront par écrit 28 jours avant la date butoir de dépôt de dossier d'appel d'offres fixée au 14 avril. La passation des marchés se fera selon les règles de la Banque mondiale.

Le démarrage des travaux du projet est prévu pour le mois de juin 2014. Le délai d'achèvement des travaux est fixé à 18 mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat. «Le réseau doit être opérationnel à par-

tir de janvier 2016. Deux principes sont à retenir : ce réseau ouvert a été adopté avec la Banque mondiale et le projet sera géré en mode partenariat public-privé. La gestion du réseau sera confiée à une structure privée sélectionnée après appel d'offres. Ce sera un opérateur neutre ou un groupement d'opérateurs locaux», a souligné le coordonnateur du projet.

L'objectif est de donner un accès à l'internet à coût raisonnable. Le réseau s'étendra de Pointe-Noire à Mbinda (frontière Congo-Gabon). Il longera le Chemin de fer Congo-océan (CFCO) et aura au total six liaisons, à savoir : Pointe-Noire, Dolisie, Mont Mbelo, Makabana, Mosendjo, Mbinda.

Le projet CAB CIT-CG vise à promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) et à accroître la connectivité du Congo à internet. D'envergure nationale et sous-régionale, il permettra le développement des échanges entre le Congo et le Gabon et une interconnexion des réseaux en fibre optique pour une meilleure intégration de la sous-région d'Afrique centrale. Au niveau du pays, il va permettre le développement des localités situées le long du réseau et contribuer à la modernisation du système opérationnel du CFCO.

Selon François Coutin, directeur général de cette entreprise, ce projet dont sa structure est partenaire, va permettre de passer du système de

cantonement, système fixe, à un système de cantonnement dynamique et virtuel. «Ce système permettra la création d'un système d'espace virtuel permettant de faire circuler plusieurs trains dans le même sens», a-t-il indiqué. Le projet CAB CIT-CG va donc permettre au CFCO de se doter d'un nouveau système de signalisation très performant améliorant les conditions de production et d'exploitation. «Notre système actuel nous permet d'avoir 38 trains par jour et un seul train dans le même sens. Le nouveau système permettra d'avoir plus de 100 trains par jour et 2 ou 3 trains, voire 4 trains dans un sens», a expliqué Georges Olivier Itoua, directeur des télécommunications et signalisation du CFCO.

Support de transmission de la voix et des données, la fibre optique s'avère importante pour l'économie et le développement du pays et de l'Afrique centrale. «On attend de vous la meilleure offre. Donner le meilleur de vous-même pour doter le pays du meilleur réseau», a souhaité Luc Missidimbazi s'adressant aux entreprises. Et de poursuivre: «Nous avons estimé la main-d'œuvre de ce travail à 600 personnes. Ce projet doit être inclusif: les populations que vous avez vues tout au long du trajet doivent être associées ainsi que la main-d'œuvre locale et les entreprises locales. Il faut qu'on sente que c'est un projet mené avec l'appui de toutes les populations locales.»

Lucie Prisca Condhet

MONGO KAMBA

Les voleurs de câbles électriques sévissent toujours

Profitant de l'obscurité occasionnée par les coupures intempestives et les délestages imprévus, des citoyens sans scrupules sectionnent les câbles électriques, privant ainsi la population d'électricité pendant des jours.

Le phénomène prend de l'ampleur dans plusieurs quartiers du 4e arrondissement de Pointe-Noire, Loandjili (Movis, Tchianiambi 1, André-Jacque...), avec de répercussions graves sur le quotidien des citoyens. Non seulement le courant fourni par la Société nationale d'électricité (SNE) arrive rarement dans les ménages en raison des délestages récurrents, mais encore le vol des câbles électriques vient amplifier leur calvaire. Une situation très dommageable pour les populations qui s'attendent déjà à de longues nuits d'obscurité, eu égard au manque d'empressement des agents de la SNE à réparer les dommages sur le réseau. Plusieurs citoyens accusent la SNE d'un laxisme coupable. «Ce phénomène de vol de câbles, nous le dénonçons depuis des mois, mais malheureusement, la SNE ne fait rien pour y mettre un terme. C'est une attitude qu'on ne comprend pas et ce ne sont pas les câbles électriques qui manquent. À la direction technique, mais aussi à la direction départementale, de nombreux rouleaux de câbles traînent depuis des années sans être utilisés. Nous constatons que les agents de la SNE sont très prompts quand il s'agit de venir déposer les quittances ou de procéder aux coupures quand un client n'a pas réglé sa facture, mais ils traînent les pieds quand il faut réparer les dommages sur le réseau», commente un client désabusé.

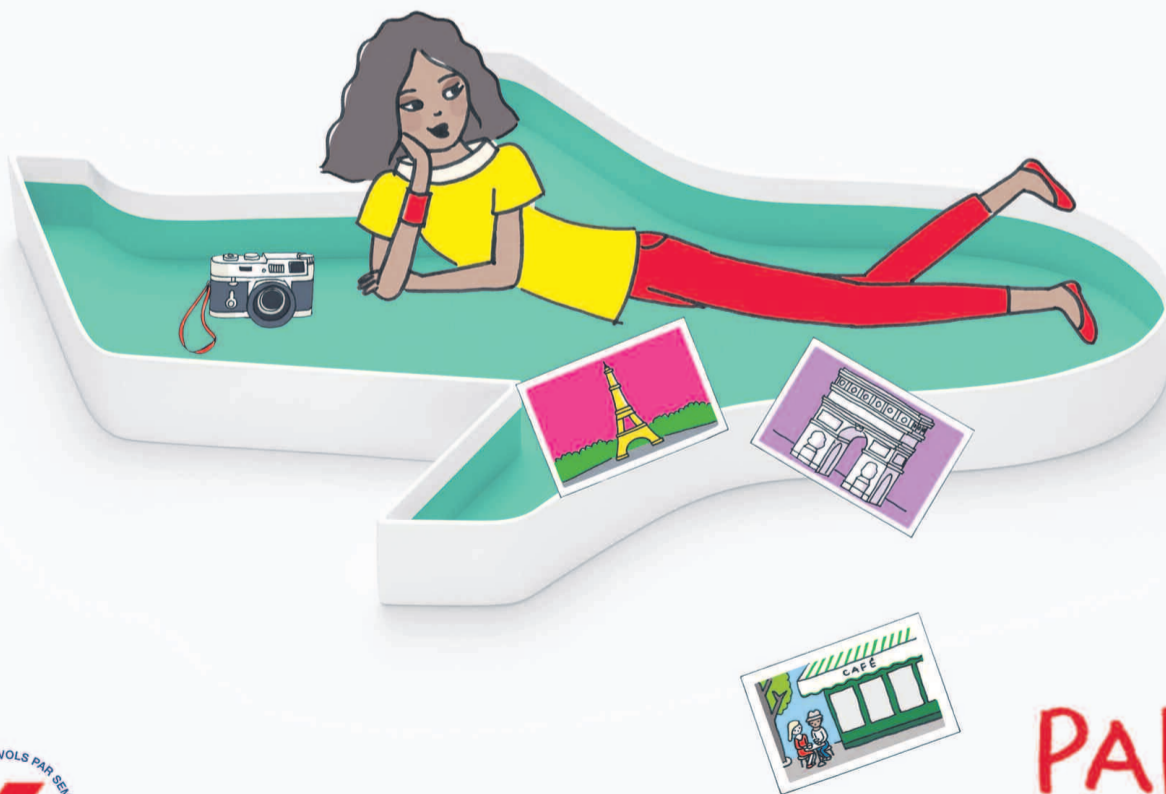
Plusieurs solutions ont déjà été envisagées par les populations pour décourager les voleurs. Les câbles électriques ont été recouverts de boîtes de conserve vides et de tôles pour qu'en cas de vol, le bruit émis par ces objets dissuade les voleurs. Peine perdue, le vol continue en dépit de cette parade de fortune.

Las de vivre continuellement dans les ténèbres, certains riverains de Mongo Kamba ont préconisé de se cotiser et d'acheter de nouveaux câbles. «Nous voulons avoir le courant dans nos maisons parce que pendant l'obscurité, il y a recrudescence de vols dans les parcelles avec toutes les conséquences imaginables. Nous sommes même sur le point d'organiser des vigiles dans les quartiers pour faire face à ce phénomène qui nous embête considérablement», explique l'un des habitants de Mongo Kamba.

En attendant, les populations continuent de passer de longues nuits dans le noir sans que personne n'y prête attention.

Hervé Brice Mampouya

BRIC



Rendez-vous à Paris

by AIRFRANCE 

Au départ du Congo*

PARIS 10 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE

www.airfrance.cg



* 6 vols par semaine au départ de Pointe-Noire à partir du 31/03/2014, 4 vols par semaine au départ de Brazzaville. Renseignez-vous auprès d'Air France au (+242) 05 531 21 51 ou auprès de votre agence de voyages.

APPEL A CANDIDATURE

Le Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel de la Formation Qualifiante et de l'Emploi a mis en place en 2007, une unité de coordination des projets dans le cadre de la gestion des projets dont il est bénéficiaire.

Après la promotion du chargé d'Etudes Investissements et Passation des Marchés au poste de Superviseur le 17 décembre 2013, l'Unité de Coordination des Projets lance un appel à candidature pour le poste du Chargé d'études Investissements et Passation de Marchés.

•Missions

-Etre responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;

-Etre chargé de planifier, préparer et coordonner le calendrier d'acquisition de services de consultants, de fourniture et travaux pour chaque sous composante ;

-Etre responsable de l'établissement de tous les rapports d'activité prescrits dans les documents d'orientation des projets en matière de passation de marchés, mais également de tout autre rapport que les bailleurs pourraient demander dans le cadre de l'exécution du projet.

•Profil du consultant

a) Titulaire d'un diplôme supérieur en ingénierie, administration publique, économie, droit commercial, ou gestion (minimum Bac + 4/5 ou équivalent) ;

b) Excellente connaissance des pratiques de passation des marchés en général et des règles et procédures de passation des marchés des bailleurs internationaux (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Agence française de développement, etc.) ;

c) Expérience professionnelle : 5 ans minimum dont 3 ans au moins dans le domaine de la passation des marchés en qualité de spécialiste en passation des marchés;

d) Une bonne connaissance de français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et verbalement aussi bien avec les responsables du projet que la hiérarchie et les collègues ;

e) Une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés publics ;

f) Une connaissance informatique des logiciels Word, Excel, Power point, Internet explorer et autres outils de communication ;

g) Bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

•Composition du dossier de candidature

-Un curriculum vitae explicite sur le parcours professionnel personnel mettant en évidence les compétences exigées par le profil (professionnelles, technologiques, d'encadrement) et d'autres expériences (associatives, sportives...) ; sont annexées les attestations d'emploi, les justificatifs des diplômes et expériences acquises :

-Une lettre de motivation expliquant, entre autres : (i) l'intérêt pour le poste – (ii) la situation actuelle du candidat – (iii) le projet professionnel personnel.

•Les candidats adressent leur dossier au Directeur de l'UCP

a)- par courrier électronique : tkimpolo@yahoo.f;

b)- par dépôt direct à l'UCP-ETPFQE.

Nota : Une attestation de réception est émise par l'UCP-ETPFQE localisée dans l'enceinte du lycée technique industriel du 1er Mai de Brazzaville, la date limite de dépôt de dossier est le 24 avril 2014.

Fait à Brazzaville, le 8 avril 2014

Téléphore KIMPOLO.

Annnonce : cabinet de recrutement recherche pour une société en forte expansion implantée à Pointe-Noire, les profils cités.

merci d'envoyer avant le 15 avril 2014 un curriculum vitae (cv) et une lettre de motivation à l'adresse suivante : recrutecongo.amasconsultants@yahoo.com

Gestionnaire et superviseur des stocks

Femme ou homme / 35 - 40 ans / Baccalauréat série G2, G3, BTS (licence en sciences et méthodes de gestion des stocks / expérience 5 ans et + en entreprise / maîtrise des outils informatiques (Excel, logiciels de gestions des stocks: gescom...) / maîtrise des langues écrites ou parlées : française et anglaise (souhaitée)

Caissier ou caissières

Femme ou homme : 25 - 35 ans / BTS, Baccalauréat scientifique ou commercial / expérience de caisse en entreprise de +2 ans. / maîtrise des outils informatiques (excel, word), connaissances des langues : français, anglais, espagnol ou autre (parlé et écrit)

Rayonnistes - étalagistes

Femme ou homme / 25 - 35 ans / expérience : rayonniste dans un magasin de libre service pendant 2 ans et + / maîtrise langue : française ou anglais (souhaitée)

Boucher

Homme / 30 - 40 ans / expérience : 3 ans et + / bts, baccalauréat (diplôme équivalent) technique des métiers de la bouche ou boucherie / maîtrise langue : française ou anglaise (souhaitée).

Charcutier

femme ou homme / 28 - 35 ans / bts, baccalauréat spécialisé métiers de la bouche / expérience de 3 ans et + dans un rayon de grande surface ou dans une épicerie – charcuterie / maîtrise langue : française ou anglais (souhaitée).

Agents d'entretien

femme ou homme / 30- 40 ans / niveau d'étude : cap, bts / baccalauréat ou niveau secondaire / maîtrise langue : française parlée / maîtrise des machines d'entretien grandes surfaces / expérience de 2 ans et + / bonne connaissance des produits d'entretien et connaissance des normes d'hygiène et de sécurité.

Caissier ou caissière principale :

femme ou homme / 30 - 40 ans / BTS, baccalauréat G2 - G3 - BG ou diplôme de caissière qualifiée / maîtrise des langues écrites ou parlées : française et anglaise (souhaitée) / expérience : 5 ans et + au poste de caissière ou aide comptable.

Cuisinier traiteur

Femme ou homme / 25 - 45 ans / cap en cuisine et traiteur ou diplôme de cuisinier équivalent / expérience : 2 ans et + au poste de cuisinier / connaissance dans les domaines des entrées, plats chauds et plats à emporter / maîtrise des langues écrites ou parlées : française et anglaise (souhaitée).

Barmen

Femmes ou homme / 25 -35 ans / cap, bepc, bts, baccalauréat / expérience de 2 ans et + en préparation et dosage des boissons, dans les boîtes de nuit, snack, restaurant et bars / maîtrise des langues : française et anglaise (souhaitée).

Vendeur ou vendeuses

Femme ou homme / 20 - 30 ans / cap, bepc, baccalauréat option commerce / expérience de 1 an et + dans la vente en magasin, au détail ou en gros / maîtrise des langues : française et anglaise (souhaitée).

Jardinière ou garde enfants

Femme / 25 - 35 ans / bepc, bep ou autres diplômes équivalents / expérience : 2 ans et +, en animations éducatives, gardes enfants ou nounou / bonne connaissance en langues : français, anglais, espagnol, russe, italien ou autres.

Chauffeur- livreur

homme / 30 - 45 ans / expérience : 3 an et +, chauffeur dans une entreprise ou chez un particulier / détenir un permis de conduire datant de plus de 3 ans dans les catégories : b-c-d / être disponible.

TAEKWONDO

Les Diabes rouges se préparent pour la Coupe d'Afrique centrale

La compétition se disputera du 17 au 20 avril à Ndjamena, au Tchad.

Les Diabes rouges de taekwondo rêvent d'or pour le championnat d'Afrique centrale. «*Nous ferons le déplacement du Tchad dans l'objectif de rafler les médailles, en terminant sur la première marche du podium. [...] Nous avons le niveau technique requis pour y parvenir*», a indiqué le capitaine de l'équipe nationale de la discipline, Me Néhémie, ceinture noire premier dan. C'est pour cette raison que les athlètes retenus dans la sélection nationale sont internés depuis plusieurs jours déjà. Le travail, à en croire l'entraîneur Bockas Mboutou, est une étape du micro-cycle d'affûtage. Il consiste à définir les objectifs à atteindre dans une compétition de haut niveau en étudiant notamment le point en or, ce qu'il faut faire en situation de défaite, les techniques favorables à appliquer en fonction de l'adversaire en face, la gestion du tatami... À ce propos, l'entraîneur a expliqué qu'il y avait des entraînements personnalisés en raison des exigences liées, entre autres, à la



Les athlètes en préparation (© Adiac)

morphologie des compétiteurs, l'état psychologique, donc le mental de ceux qui seront sur le tatami. Pour faire en sorte que cette préparation soit complète, la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae) a décidé d'inclure les arbitres. Ces derniers, qui d'ail-

leurs sortent d'une formation, échangent avec les athlètes, le but étant de leur rappeler les règles du jeu à respecter dans une compétition au risque d'écopier de sanctions pouvant aboutir à l'élimination directe d'un athlète.

«*Nous sommes déterminés à don-*

ner aux Diabes rouges de taekwondo tous les outils nécessaires pour ne pas faire piètre figure dans cette compétition. Et pour éviter le pire, nous nous préparons donc à l'intensité du standard international», a indiqué Bockas Mboutou, en soulignant que la Fé-

cotae s'était dotée du matériel adéquat pour une bonne préparation des athlètes : cela permet de travailler sur des aspects technico-tactiques comme la coordination, ce qui était impossible sans ce matériel nouvellement acquis.

Au Tchad, les Diabes rouges seront en compétition dans les catégories seniors et juniors, versions hommes et dames. Par ailleurs, outre les athlètes de la sous-région, ils vont se mesurer notamment aux taekwondoïens nigériens et burkinabés, d'Afrique de l'Ouest, invités à la compétition. Les Congolais vont ainsi évaluer leurs forces face aux compétiteurs des autres grandes nations africaines de taekwondo qui seront, sans nul doute, leurs adversaires lors des Jeux africains de l'année prochaine à domicile. On attend donc de voir si les taekwondoïens congolais vont détrôner leurs frères de la RD-Congo, champions en titre. Encore faudrait-il que l'on mette à la disposition de la Fécotae tous les moyens pour y parvenir...

Rominique Nerplat Makaya

FÉCOFOOT

Denis Christel Sassou N'Guesso offre une ambulance à la fédération

L'ambulance offerte par le député d'Oyo permettra à la Fédération congolaise de football de résoudre une difficulté majeure : l'évacuation vers les grands centres de santé des joueurs victimes d'accident sur l'aire de jeu et des autres malades.

À l'appel de la Fédération congolaise de football (Fécocof), Denis Christel Sassou N'Guesso a ouvert son cœur. Le véhicule qu'il a offert à l'organe gestionnaire du football national sera opérationnel ce samedi, lors des rencontres comptant pour la neuvième journée du Championnat national de football. Son geste soulage les athlètes qui, faute de moyens de transport, souffraient, selon Jean-Michel Mbono, «*le martyr d'un réel abandon, si ce n'est qu'un délaissement*

au détriment des seuls dirigeants et autres encadrants techniques présents, qui n'avaient que leurs yeux pour pleurer».

La saison écoulée, le gardien de l'Interclub s'était fait une fracture en plein match. Il avait été évacué par une voiture de l'un des dirigeants. Même chose pour le joueur des Diabes noirs lors d'un match amical contre le Tout-Puissant Mazembé. Cette saison, un cas de genre a été aussi enregistré.

«*Au nom de la Fécocof et en mon nom personnel, je ne pouvais pas manquer de vous dire toute notre reconnaissance pour ce geste philanthropique ô combien important, qui non seulement permettra d'assurer une meilleure prise en*

compte sanitaire de nos athlètes, mais aussi soignera l'image de marque de notre pays à l'occasion des compétitions internationales», a souligné le président de la Fécocof.

Dans les compétitions de haut niveau, il est fait obligation à la structure qui abrite l'événement de disposer d'un médecin et d'une ambulance. Dans d'autres pays, des sanctions sont prononcées en cas de déficit d'ambulance ; l'arbitre peut annuler le match et l'organisateur être sanctionné. La présence dans les infrastructures sportives abritant les compétitions nationales et internationales de cette ambulance frappée du sceau de la Fédération congolaise de football, a commenté Jean-Michel Mbono, est un gage de la sécurité des joueurs et de la place de choix de la Fécocof dans sa mission de délégué de l'État pour l'organisation des compétitions nationales et internationales.

«*Reste que la famille du sport congolais en général, autant que celle du football en particulier, doit veiller avec la plus grande minutie à la sauvegarde de ce bijou que nous espérons annoncer des lendemains meilleurs*», a-t-il souhaité. Pour soigner son image, la Fécocof doit multiplier d'autres stratégies pour disposer d'autres ambulances et de bus.

James Golden Eloué

CYCLISME

Les entraîneurs congolais de niveau 1 en formation

L'objectif du stage, qui prendra fin le 15 avril, est de donner aux formateurs nationaux les connaissances leur permettant d'atteindre le deuxième niveau.



Les entraîneurs en formation

Près d'une dizaine d'entraîneurs suivent cette formation organisée par la Fédération congolaise de la discipline (Fécocyc). Les thèmes à étudier concernent, entre autres, la préparation physique, la planification des séances d'entraînement, l'hygiène sportive liée à la pratique du cyclisme. «*Le travail consistera à passer en revue des notions de base du cyclisme*», a expliqué Simon Peret, enseignant et formateur belge des entraîneurs de lycées qui anime cette formation.

Les entraîneurs stagiaires seront ensuite soumis à des exercices pratiques pour permettre aux organisateurs de vérifier le niveau de compréhension des enseignements théoriques reçus. En effet, les entraîneurs auront la lourde responsabilité d'encadrer les cyclistes congolais qui ont plusieurs défis à relever.

La Fécocyc devra, par ailleurs, s'atteler à organiser des compétitions pour évaluer à la fois entraîneurs et athlètes. Car, depuis le renouvellement des fédérations sportives nationales, les compétitions tardent à venir en dehors de quelques tournois organisés par la ligue de Brazzaville. Ces compétitions, très attendues, verront probablement le jour avant ou après le deuxième module de formation consacré aux entraîneurs de niveau 2, prévu dans les jours à venir.

Rominique Nerplat Makaya

